

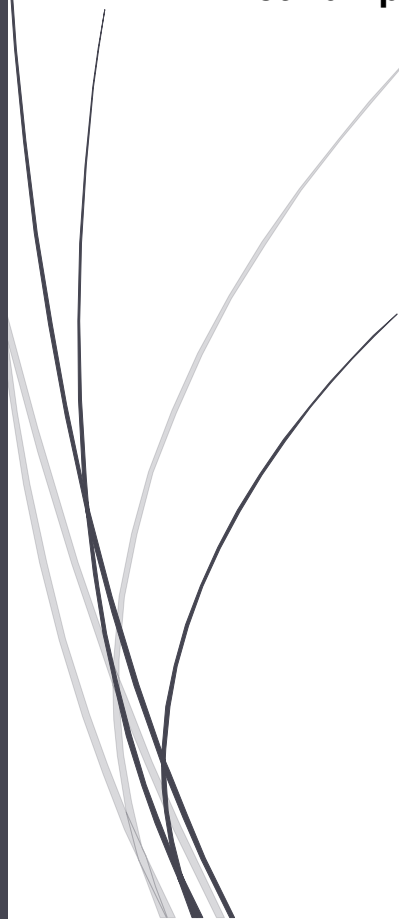
25/08/2016



**ORDRE DES SAGES-FEMMES**

**Conseil National**

**Deuxième étude sur le marché du travail des sages-femmes :  
modérer la croissance excessive des actives  
et l'amplification des disparités interrégionales**



# SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| AVANT-PROPOS  | 2         |
| <b>PARTIE I : UNE NECESSAIRE REDUCTION DU RYTHME DE CROISSANCE DES SAGES-FEMMES<br/>ACTIVES A PARTIR DE 2021</b>  | <b>3</b>  |
| 1. LE CADRAGE TEMPOREL DE LA DEMARCHE   | 5         |
| 2. ESTIMATION DES FLUX ENTRANTS ET SORTANTS PERMETTANT DE PROJETER L'EVOLUTION DES EFFECTIFS<br>ACTIFS            | 6         |
| 3. PERSPECTIVES DE NUMERUS CLAUSUS ET D'EFFECTIFS ACTIFS  | 8         |
| 4. IMPACTS DES DEUX SCENARIOS SUR LES INDICATEURS DE DENSITE  | 10        |
| 5. L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE SAGES FEMMES EN VILLE : MISE EN PERSPECTIVE  | 12        |
| <b>PARTIE II : UNE MODULATION PAR REGION DES BAISES DE NUMERUS CLAUSUS</b>  | <b>17</b> |
| 1. ESTIMATION DES FLUX ENTRANTS ET SORTANTS PERMETTANT DE PROJETER L'EVOLUTION DES<br>EFFECTIFS ACTIFS PAR REGION | 22        |
| 2. SCENARIOS DE NUMERUS CLAUSUS   | 24        |
| 3. CONSEQUENCES DES BAISES DE NUMERUS CLAUSUS SUR LES EFFECTIFS ACTIFS ET LA COUVERTURE<br>DES BESOINS            | 30        |
| ANNEXE  | 32        |

## AVANT-PROPOS

L'Ordre des sages-femmes a pris conscience progressivement des effets préjudiciables qu'a générés la croissance continue de son effectif de professionnelles actives : pour les nouvelles et nouveaux<sup>1</sup> diplômés, l'entrée sur le marché du travail dans de bonnes conditions est déjà problématique.

Recevant des témoignages de plus en plus fréquents de cette situation, notre instance a fait réaliser début 2014 une première étude centrée sur la demande d'emploi des sages-femmes salariées en établissements, étayée notamment sur les données statistiques de la Direction des Statistiques de Pôle emploi.

Il en résulte que le taux de demandeurs d'emploi, s'il progresse nettement au cours des années précédentes, se situe à 3%, mais que s'installe en revanche une réelle précarité de l'emploi pour les nouveaux actifs qui ont désormais peu de chance d'accéder à des postes stables et dont l'insertion professionnelle, fragilisée, se fait le plus souvent via une succession de contrats à durée déterminée.

Ce constat préoccupant s'explique par la situation démographique des sages-femmes sur laquelle l'Observatoire National de la Démographie des Professions de Santé (ONDPS) a régulièrement appelé l'attention : alors que l'effectif des sages-femmes actives a augmenté de plus de 70% depuis vingt ans, le nombre de naissances a, quant à lui, évolué d'environ +10% dans le même temps. Cette forte poussée de l'effectif découle mécaniquement d'un déséquilibre entre le nombre de départs en retraite d'une part, le nombre de places ouvertes en écoles d'autre part. Le numerus clausus des études de maïeutique, très fortement relevé entre 2000 et 2005, a connu en réalité une progression continue, passant de 663 places ouvertes en 1998 à 1030 en 2016 (en incluant les places ouvertes en admission directe).

Ce surplus annuel de professionnelles actives impacte principalement les installations en ville en exercice libéral et mixte, malgré un renforcement important du nombre de sages-femmes en établissements, en croissance de 13% depuis dix ans pour une augmentation concomitante de 2% du nombre de naissances. Ainsi, quand l'effectif total de sages-femmes s'accroît de 100, le nombre de sages-femmes en exercice libéral et mixte augmente de 80. Elles représentent désormais près de 30% de l'effectif total des actives contre 13 % en 1998.

**Or, tant la projection réalisée par la DREES<sup>2</sup> en 2011 que les récents travaux statistiques de l'ONDPS<sup>3</sup> montrent que, malgré une stabilisation du numerus clausus, cette tendance haussière de l'effectif actif va se poursuivre et les effets qu'elle entraîne s'amplifier. Les difficultés à trouver un emploi que rencontreront les futures diplômés dans les années à venir vont donc fortement s'aggraver.**

S'il est trop tard pour faire obstacle à l'évolution déjà enclenchée, il nous apparaît en revanche nécessaire de nous engager afin qu'intervienne, à partir de la rentrée 2017, une baisse du numerus clausus, étalée sur cinq ans (2017 à 2021) et modulée par région, qui permette à la fois d'infléchir la croissance excessive des effectifs de sages-femmes et modérer l'amplification des disparités régionales.

Marie Josée KELLER, Présidente

---

<sup>1</sup> Le métier de sage-femme est ouvert aux hommes depuis 1982 et les « maïeuticiens » représentent moins de 2,5% de l'effectif actif. Dans la suite du texte, on utilisera le terme de sage-femme au féminin.

<sup>2</sup> « La profession de sage-femme : constat démographique et projections d'effectifs » *Études et Résultats*, n° 791, Drees, mars 2012.

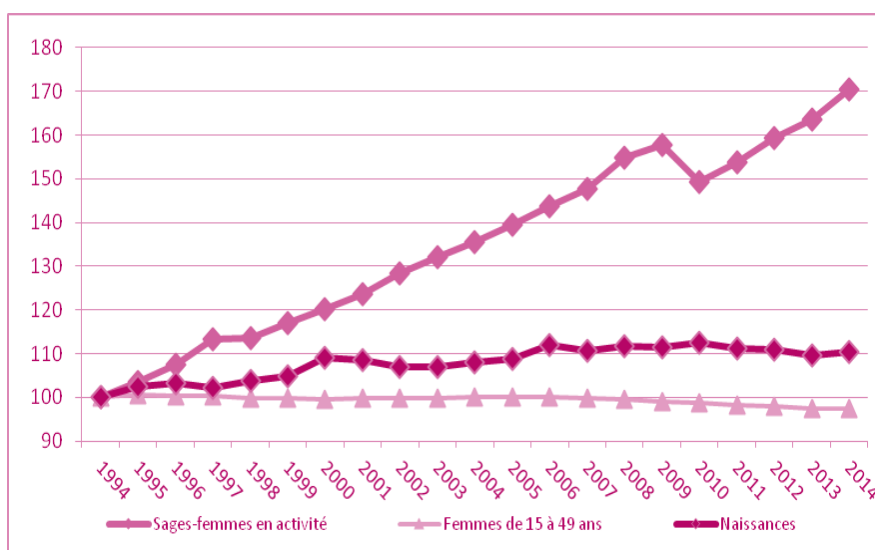
<sup>3</sup> « Les sages-femmes : une profession en mutation », étude à paraître prochainement.

## PARTIE I : UNE NECESSAIRE REDUCTION DU RYTHME DE CROISSANCE DES SAGES-FEMMES ACTIVES A PARTIR DE 2021

### Rappel du contexte :

La gestion du *numerus clausus* des sages-femmes dans le passé a engendré une croissance des actives beaucoup plus importante que celle du nombre de femmes en âge de procréer et de naissances. Cet effet de ciseau a longtemps été jugé opportun car devant permettre d'améliorer la prise en charge de la périnatalité tout en palliant la diminution annoncée du nombre de médecins gynécologues. Dans des temps plus récents, c'est l'élargissement du champ de compétences des sages-femmes à la santé génésique qui a été invoqué comme étant susceptible d'absorber cette croissance et d'éviter le possible chômage des nouvelles diplômées.

Figure 1 Evolution depuis 1994 de l'effectif des sages-femmes actives, des femmes âgées de 15 à 49 ans et des naissances



Source ONDPS

Selon l'ONDPS<sup>4</sup>, « la situation démographique de cette profession présente des caractéristiques qui rendent très problématique l'orientation générale établie depuis 2011, à savoir celle d'un gel du *numerus clausus* au même niveau que celui des années précédentes, autour de 1 000 places en écoles. ». En effet, ce gel, loin de stabiliser les effectifs de la profession en augmentation de 70% depuis 20 ans, l'augmenterait de 24% supplémentaire entre 2015 et 2030, selon la projection de la DREES<sup>5</sup>.

La reconfiguration concomitante de la profession dont la part libérale installée en ville n'a cessé de croître, pour représenter plus du quart des sages-femmes actives en 2014 (36% en 2030 selon la DREES) a longtemps été considérée favorablement, en raison de deux facteurs : la baisse prévisible du nombre de gynécologues et l'extension des compétences des sages-femmes en matière de santé génésique.

<sup>4</sup> « Les sages-femmes : une profession en mutation », étude à paraître prochainement.

<sup>5</sup> « La profession de sage-femme : constat démographique et projections d'effectifs » *Études et Résultats*, n° 791, Drees, mars 2012.

**Toutefois, en dépit de ces deux facteurs, le rythme tendanciel de croissance des sages-femmes actives semble incompatible avec les perspectives de développement des besoins d'offre de sages-femmes.**

**L'objectif de cette première étape de l'étude :**

Sauf à laisser se former des diplômées dont une partie restera vraisemblablement sans emploi, il apparaît nécessaire de planifier -sur au moins cinq ans- un infléchissement progressif de l'augmentation des futurs effectifs en activité. **Il s'agit donc, non pas de geler l'effectif de sages-femmes actives dans l'avenir, encore moins de le réduire, mais de freiner sa croissance.**

L'unique moyen d'y parvenir est de diminuer raisonnablement le nombre de places ouvertes dans les écoles par le truchement du numerus clausus. Encore est-il nécessaire de rappeler qu'une telle mesure, applicable à partir de la rentrée 2017, n'aura d'impact sur le marché du travail qu'à partir de 2021-22.

**La démarche adoptée :**

Dans un premier temps, la démarche prospective est développée au niveau national, la baisse du numerus clausus proposée étant ensuite modulée et déclinée par région dans la seconde partie de l'étude.

Une projection de l'effectif actif a été réalisée jusqu'en 2031, en estimant sa variation annuelle, à partir de l'effectif connu de 2015. Cette variation résulte du solde entre les départs en retraite et les entrées (diplômées nouvellement inscrites à l'ordre et actives ou primo-actives).

Pour la période 2016-2021, les entrées sont déjà déterminées par le numerus clausus arrêté jusqu'à la rentrée 2016 ; de 2022 à 2031, la projection propose deux scénarios : maintien du numerus clausus à son niveau de 2016 ou baisse progressive des places ouvertes à l'entrée des écoles.

**Les sources de données disponibles :**

Arrêtés de numerus clausus des sages-femmes, projections DREES, RPPS-traitement DREES<sup>6</sup>, projection en population générale de l'INSEE<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup> Le Répertoire Partagé des Professionnels de Santé (RPPS) utilisé dans cette étude est celui que produit la DREES : il comptabilise les professionnels inscrits comme étant actifs occupés au 1er janvier. Son champ est plus restrictif que celui de l'ordre des sages-femmes qui inclut tous les professionnels inscrits à l'ordre (actifs, inactifs et retraités). L'écart d'effectif en 2014 entre les sources de données était de 6 100.

<sup>7</sup> INSEE : projections régionales de population (modèle OMPHALE)

## 1. LE CADRAGE TEMPOREL DE LA DEMARCHE

- Le numerus clausus des sages-femmes est fixé jusqu'à la rentrée 2016
- Les primo-inscrits dans le RPPS sont connus jusqu'en 2015 (RPPS au 1<sup>er</sup> janvier 2016)

Tableau 1 Correspondance des années à prendre en compte

|  | NC                     | Diplômés                   | Entrants                                 | Primo inscrites<br><b>actives</b> |
|--|------------------------|----------------------------|--|-----------------------------------|
|  | Année rentrée<br>de NC | Année civile<br>du diplôme | Année impact<br>sur les<br>installations | RPPS au 1er<br>janvier            |
| Période<br>connue  | 2006                   | 2010                       | 2011                                     | 2012                              |
|  | 2007                   | 2011                       | 2012                                     | 2013                              |
|  | 2008                   | 2012                       | 2013                                     | 2014                              |
|  | 2009                   | 2013                       | 2014                                     | 2015                              |
|  | 2010                   | 2014                       | 2015                                     | 2016                              |
| Période où le NC est<br>connu, mais pas les<br>effectifs | 2011                   | 2015                       | <b>2016</b>                              | 2017                              |
|  | 2012                   | 2016                       | <b>2017</b>                              | 2018                              |
|  | 2013                   | 2017                       | <b>2018</b>                              | 2019                              |
|  | 2014                   | 2018                       | <b>2019</b>                              | 2020                              |
|  | 2015                   | 2019                       | <b>2020</b>                              | 2021                              |
|  | 2016                   | 2020                       | <b>2021</b>                              | 2022                              |
| Période où le NC doit être fixé                          | <b>2017</b>            | 2021                       | <b>2022</b>                              | 2023                              |
|  | <b>2018</b>            | 2022                       | <b>2023</b>                              | 2024                              |
|  | <b>2019</b>            | 2023                       | <b>2024</b>                              | 2025                              |
|  | <b>2020</b>            | 2024                       | <b>2025</b>                              | 2026                              |
|  | <b>2021</b>            | 2025                       | <b>2026</b>                              | 2027                              |
|  | 2022                   | <b>2026</b>                | 2027                                     | 2028                              |
|  | 2023                   | 2027                       | 2028                                     | 2029                              |
|  | 2024                   | 2028                       | 2029                                     | 2030                              |
|  | 2025                   | 2029                       | 2030                                     | 2031                              |
|  | <b>2026</b>            | 2030                       | 2031                                     | 2032                              |

EX : Rentrée NC 2007 / Diplôme année civile 2011 / Entrée sur le marché du travail 2012 /disponible dans le RPPS au 1<sup>er</sup> janvier 2013

Il a donc été nécessaire de projeter d'abord l'effectif de sages-femmes actives de 2016 à 2021 sur la base du numerus clausus déjà fixé de 2011 à 2016, pour aborder ensuite la période quinquennale suivante (NC 2017-2021 et effectif actif 2022-2026).

## 2. ESTIMATION DES FLUX ENTRANTS ET SORTANTS PERMETTANT DE PROJETER L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS ACTIFS

Il s'agit d'un exercice difficile puisque tout scénario tendanciel, fondé sur le constat des années antérieures, risque d'être rapidement erroné si des facteurs d'évolution se modifient (comportement des étudiants à la sortie de l'école par exemple ou décision anticipée ou retardée de départ à la retraite par rapport à l'âge légal).

Ainsi, la projection réalisée par la DREES de sages-femmes actives à partir de l'effectif connu de 2011 (18 668) présente dès 2015 (RPPS au 1er janvier 2016) une sous-estimation significative de l'ordre de 1 100 individus : 21 162 dans la projection contre 22 312 observés.

Rappel des hypothèses du scénario central projeté par la DREES :

- un *numerus clausus* maintenu à 1 000 (c'est-à-dire le *numerus clausus* principal de 2011) ;
- un taux de fuite de -12% pendant le cursus scolaire et de -2% de fuite des diplômées, sans entrée de sages-femmes à diplôme étranger, soit un coefficient de passage théorique entre NC et entrées sur le marché du travail de 86%, sans entrées de sages-femmes à diplôme étranger ;
- départ en retraite avant réforme.

**Concernant les flux sortants**, les départs en retraite ont été estimés à partir de la pyramide des âges des sages-femmes et d'un âge de départ en retraite plus tardif que l'âge légal actuel pour anticiper de probables modifications du dispositif d'ici 2031. 65 ans pour les salariées (70% de l'effectif) et 67 ans pour les libérales (30% de l'effectif).

Tableau 2 Nombre de départs en retraite

|                                  | Départs avec pondération<br>67ans -65 ans |
|----------------------------------|---|
| Femmes plus âgées<br>mais <71ans | 191                                       |
| 2017                             | 98  |
| 2018                             | 123                                       |
| 2019                             | 161                                       |
| 2020                             | 231                                       |
| 2021                             | 237                                       |
| 2022                             | 281                                       |
| 2023                             | 345                                       |
| 2024                             | 389                                       |
| 2025                             | 429                                       |
| 2026                             | 460                                       |
| 2027                             | 482                                       |
| 2028                             | 485                                       |
| 2029                             | 504                                       |
| 2030                             | 487                                       |
| 2031                             | 485                                       |

En prolongeant le dispositif de retraites actuel jusqu'en 2031 (62 ans pour les salariées et 65 ans pour les libérales), le nombre de départs en retraite, en cumulé sur 15 ans, serait au total supérieur d'environ 900 et l'effectif actif de 2031 minoré de 3%.

**Concernant les flux entrants**, le coefficient de passage a été calculé entre le nombre de primo inscriptions au RPPS-traitement DREES d'une année et le numerus clausus correspondant (c'est-à-dire 5 ans avant).

Cette méthode n'isole pas les différentes étapes du parcours qui mènent du nombre de places autorisé en écoles à l'entrée des sages-femmes sur le marché du travail et qui constituent les facteurs de déformation de la cohorte initialement autorisée par numerus clausus (à la baisse, mais aussi à la hausse) : fuite pendant le cursus, fuite à l'obtention du diplôme, installation de sages-femmes à diplôme étranger etc.

Tableau 3 Calcul du coefficient de passage entre primo-inscriptions et numerus clausus correspondant au cours des cinq dernières années

| Numerus clausus total |             | Diplômées de la même cohorte |             | Primo-inscrites de la cohorte |             | Coefficient : primo-inscrites sur NC | RPPS au 1 <sup>er</sup> janvier |
|-----------------------|-------------|------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|--------------------------------------|---------------------------------|
| 2006                  | 1 000       | 2010                         | 877         | 2011                          | 707         | 71%                                  | 2012                            |
| 2007                  | 1 007       | 2011                         | 919         | 2012                          | 889         | 88%                                  | 2013                            |
| 2008                  | 1 015       | 2012                         | 899         | 2013                          | 764         | 75%                                  | 2014                            |
| 2009                  | 1 015       | 2013                         | 914         | 2014                          | 720         | 71%                                  | 2015                            |
| 2010                  | 1 023       | 2014                         | 921         | 2015                          | 855         | 84%                                  | 2016                            |
| <i>Total</i>          | <i>5060</i> |                              | <i>4530</i> |                               | <i>3935</i> | <b>78%</b>                           |                                 |

Le coefficient moyen constaté au cours des cinq dernières années disponibles est de 78% rapporté au numerus clausus (3 935 primo-inscriptions de sages-femmes entre 2011 et 2015 rapportés aux 5 060 places du numerus clausus). A partir de la rentrée 2010, le numerus clausus dit « principal » est augmenté des admissions directes effectives<sup>8</sup>. C'est ce « numerus clausus total » qui est utilisé dans les calculs à partir de la rentrée 2010 et suivantes.

**Les projections de flux entrants ont été réalisées avec un coefficient de 80% appliqué au numerus clausus total, connu jusqu'à la rentrée 2016, et, pour les années suivantes, appliqué au numerus clausus selon deux scénarios : maintien au niveau de 2016 ou baisse préconisée.**

Tableau 4 Calcul des flux entrants

| Année d'entrée sur le marché du travail | Maintien du NC de 2016 |               | Baisse du NC à partir de 2017 |               |
|---|------------------------|---------------|-------------------------------|---------------|
|   | NC total               | Entrants 0,80 | NC                            | Entrants 0,80 |
| <b>2017</b>                             | 1 036                  | <b>829</b>    | 1 036                         | <b>829</b>    |
| <b>2018</b>                             | 1 039                  | <b>831</b>    | 1 039                         | <b>831</b>    |
| <b>2019</b>                             | 1034                   | <b>827</b>    | 1034                          | <b>827</b>    |
| <b>2020</b>                             | 1034                   | <b>827</b>    | 1034                          | <b>827</b>    |
| <b>2021</b>                             | 1029                   | <b>823</b>    | 1029                          | <b>823</b>    |

<sup>8</sup> Les places supplémentaires, dédiées aux admissions directes, ont été autorisées à hauteur d'environ 35 par an, mais n'ont été pourvues qu'à hauteur d'une quinzaine.



|             |      |            |               |               |
|-------------|------|------------|---------------|---------------|
| <b>2022</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>900</b>    | <b>720</b>    |
| <b>2023</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>850</b>    | <b>680</b>    |
| <b>2024</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>800</b>    | <b>640</b>    |
| <b>2025</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
| <b>2026</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
| <b>2027</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
| <b>2028</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
| <b>2029</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
| <b>2030</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
| <b>2031</b> | 1029 | <b>823</b> | <b>700</b>    | <b>560</b>    |
|             |      |            | <b>12 367</b> | <b>10 097</b> |

### 3. PERSPECTIVES DE NUMERUS CLAUSUS ET D'EFFECTIFS ACTIFS

En suivant la méthode décrite supra, on estime d'abord l'effectif qui découle du numerus clausus arrêté jusqu'à la rentrée 2016.

Tableau 5 Calcul des surplus d'effectifs par année et de l'effectif projeté jusqu'en 2021

|             |       | <b>2016</b> |         |         |              | <b>22 903</b> |
|-------------|-------|-------------|---------|---------|--------------|---------------|
| Rentrée NC  | NC    | Marché      | Départs | Entrées | Surplus      | Effectif      |
| <b>2012</b> | 1 036 | <b>2017</b> | 98      | 829     | 731          |               |
| <b>2013</b> | 1 039 | <b>2018</b> | 123     | 831     | 708          |               |
| <b>2014</b> | 1034  | <b>2019</b> | 161     | 827     | 666          |               |
| <b>2015</b> | 1034  | <b>2020</b> | 231     | 827     | 596          |               |
| <b>2016</b> | 1029  | <b>2021</b> | 237     | 823     | 586          |               |
|             |       |             |         |         | <b>3 286</b> | <b>26 189</b> |

#### L'effectif ainsi projeté serait de 26 189 en 2021.

Pour les deux périodes quinquennales suivantes, on projette l'effectif qui découlerait d'un maintien du NC à son niveau de 2016 (numerus clausus principal augmenté des places en admission directe effectivement pourvues).

Tableau 6 Calcul des surplus d'effectifs par année et de l'effectif projeté jusqu'en 2026 et 2031 si le numerus clausus est maintenu à son niveau de 2016

| Maintien du NC |      |             |         |         |         |          |
|----------------|------|-------------|---------|---------|---------|----------|
| Rentrée NC     | NC   | Marché      | Départs | Entrées | Surplus | Effectif |
| <b>2017</b>    | 1029 | <b>2022</b> | 281     | 823     | 542     |          |
| <b>2018</b>    | 1029 | <b>2023</b> | 345     | 823     | 478     |          |

|             |      |             |     |     |              |               |
|-------------|------|-------------|-----|-----|--------------|---------------|
| <b>2019</b> | 1029 | <b>2024</b> | 389 | 823 | 435          |               |
| <b>2020</b> | 1029 | <b>2025</b> | 429 | 823 | 394          |               |
| <b>2021</b> | 1029 | <b>2026</b> | 460 | 823 | 363          |               |
|             |      |             |     |     | <b>2 212</b> | <b>28 401</b> |
| <b>2022</b> | 1029 | <b>2027</b> | 482 | 823 | 341          |               |
| <b>2023</b> | 1029 | <b>2028</b> | 485 | 823 | 339          |               |
| <b>2024</b> | 1029 | <b>2029</b> | 504 | 823 | 320          |               |
| <b>2025</b> | 1029 | <b>2030</b> | 487 | 823 | 337          |               |
| <b>2026</b> | 1029 | <b>2031</b> | 485 | 823 | 339          |               |
|             |      |             |     |     | <b>1 674</b> | <b>30 075</b> |

**L'effectif ainsi projeté serait de 28 401 en 2026 et de 30 075 en 2031.**

Ont ensuite été élaborés des scénarios reposant sur plusieurs hypothèses de baisse du numerus clausus. Parmi ceux-ci, le scénario ci-dessous est préconisé, en tant qu'il infléchit, certes marginalement, la tendance haussière tout en présentant une réduction acceptable des capacités de formation, étalée de 2017 à 2021. Au cours de la période quinquennale suivante (2022 à 2026), le numerus clausus reste stable.

*Tableau 7 Calcul des surplus d'effectifs par année et de l'effectif projeté jusqu'en 2026 et 2031 si le numerus clausus est baissé entre 2017 et 2021*

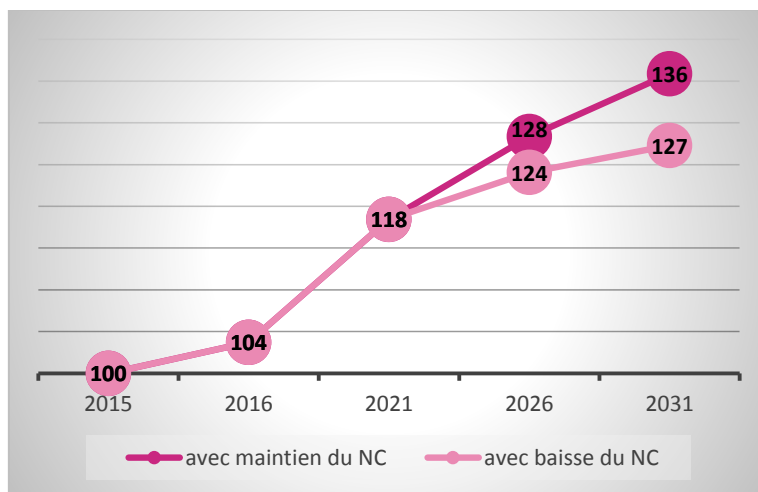
| Rentrée NC  | NC  | Marché      | Départs | Entrées | Surplus      | Effectif      |
|-------------|-----|-------------|---------|---------|--------------|---------------|
| <b>2017</b> | 900 | <b>2022</b> | 281     | 720     | 439          |               |
| <b>2018</b> | 850 | <b>2023</b> | 345     | 680     | 335          |               |
| <b>2019</b> | 800 | <b>2024</b> | 389     | 640     | 252          |               |
| <b>2020</b> | 700 | <b>2025</b> | 429     | 560     | 131          |               |
| <b>2021</b> | 700 | <b>2026</b> | 460     | 560     | 100          |               |
|             |     |             |         |         | <b>1 256</b> | <b>27 445</b> |
| <b>2022</b> | 700 | <b>2027</b> | 482     | 560     | 113          |               |
| <b>2023</b> | 700 | <b>2028</b> | 485     | 560     | 110          |               |
| <b>2024</b> | 700 | <b>2029</b> | 504     | 560     | 91           |               |
| <b>2025</b> | 700 | <b>2030</b> | 487     | 560     | 109          |               |
| <b>2026</b> | 700 | <b>2031</b> | 485     | 560     | 110          |               |
|             |     |             |         |         | <b>533</b>   | <b>27 979</b> |

**L'effectif ainsi projeté serait de 27 445 en 2026 et de 27 979 en 2031.**

### Récapitulatif

|                                 | Effectif    |             |             | Surplus d'effectif    |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------|
|                                 | <b>2021</b> | <b>2026</b> | <b>2031</b> | <b>De 2015 à 2031</b> |
| <b>Maintien du NC</b>           | 26 189      | 28 401      | 30 075      | + 7 763               |
| <b>Scénario de baisse du NC</b> |             | 27 445      | 27 979      | + 5 667               |

Figure 2 Croissance des effectifs projetés en indice 100 = 2015



Ainsi, selon les hypothèses retenues dans cette étude, l'effectif connaîtrait une croissance supérieure à celle projetée par la DREES en 2011, y compris dans le scénario de baisse du numerus clausus.

#### 4. IMPACTS DES DEUX SCENARIOS SUR LES INDICATEURS DE DENSITE

Figure 3 Evolution du ratio SF pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans

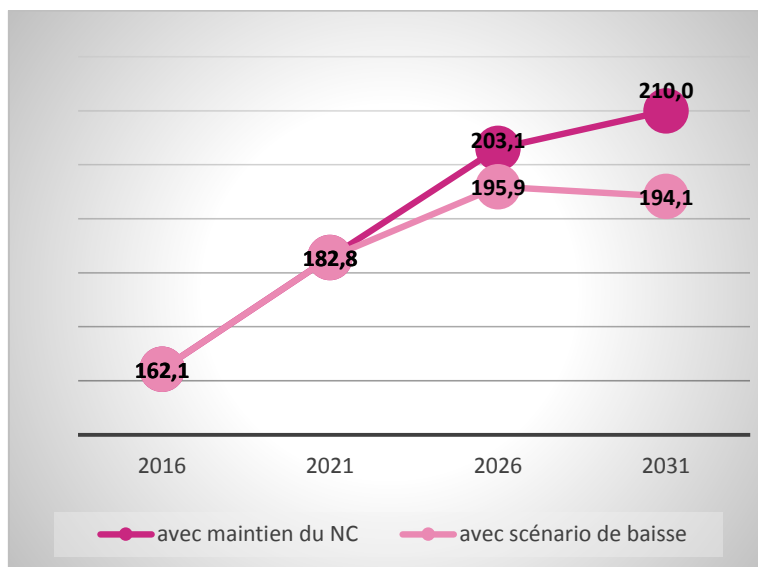


Figure 4 Densité SF/100 000 femmes de plus de 15 ans projetée en valeur

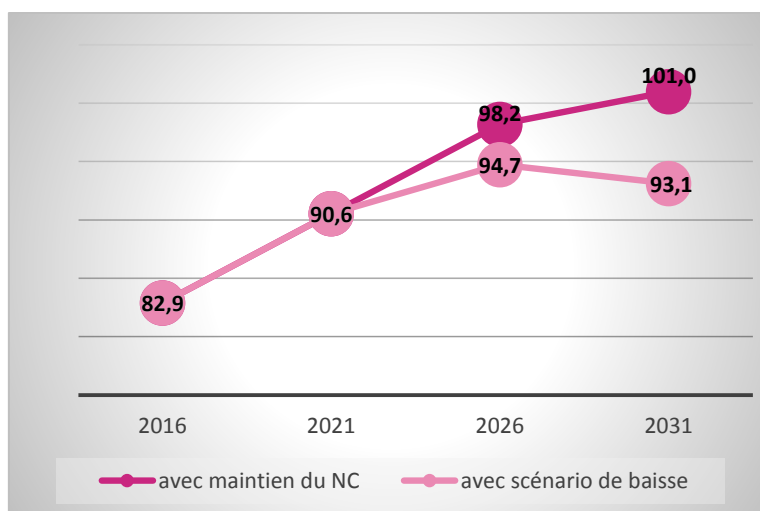
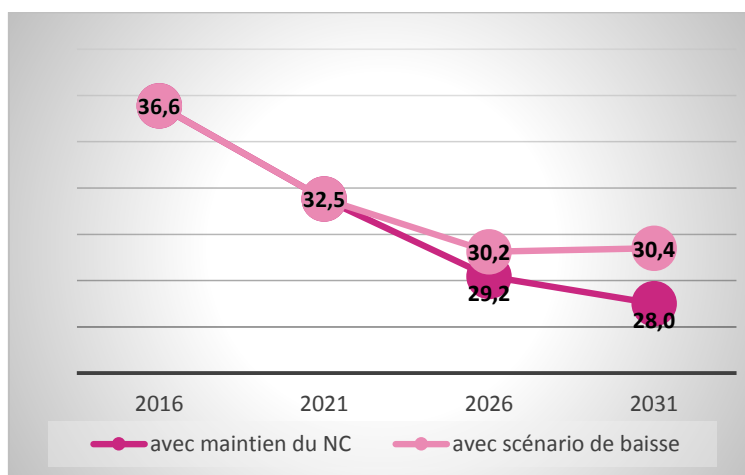


Figure 5 Nombre de naissances par sage-femme projetée en valeur



### Récapitulatif

|                           |      | Maintien du NC |   |  | Scénario de baisse du NC |   |  |
|---------------------------|------|----------------|---|--|--------------------------|---|--|
|                           |      | Naissances/SF  | Densité de sages-femmes / femmes âgées de 15 ans et + | Densité de sages-femmes / âgées de 15 à 49 ans | Naissances/SF            | Densité de sages-femmes / femmes âgées de 15 ans et + | Densité de sages-femmes / âgées de 15 à 49 ans |
| période sans baisse du NC | 2016 | 36,6           | 82,9  | 162,1  | 36,6                     | 82,9  | 162,1  |
|                           | 2021 | 32,5           | 90,6  | 182,8  | 32,5                     | 90,6  | 182,8  |
|                           | 2026 | 29,2           | 98,2  | 203,1  | 30,2                     | 94,7  | 195,9  |
|                           | 2031 | 28,0           | 101,0   | 210,0  | 30,4                     | 93,1  | 194,1  |

## 5. L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE SAGES FEMMES EN VILLE : MISE EN PERSPECTIVE

Deux arguments sont généralement invoqués pour légitimer l'augmentation continue du nombre de sages-femmes : l'extension du champ de leurs compétences à la santé gésique et la diminution concomitante du nombre de gynécologues. Ces deux phénomènes n'ont toutefois jamais été quantifiés.

Cette quantification, qui devient absolument nécessaire sous peine de fixer le numerus à l'aveuglette et de laisser se créer un sureffectif condamné au chômage, suppose des travaux approfondis de deux ordres :

- d'une part, une valorisation à dire d'experts du temps consommé et de l'effectif nécessaire à la production des activités pouvant être prises en charge par les sages-femmes à moyen et long termes, compte tenu de leurs compétences, mais aussi de la projection de la population féminine et des naissances ;

- d'autre part, une projection démographique des autres professions de santé co-compétentes, en particulier des gynécologues, mais aussi des médecins généralistes, radiologues, kinésithérapeutes, pour estimer le partage probable d'activité entre elles. La projection de la démographie des gynécologues n'est pas disponible, et ce, pour les deux raisons suivantes : une divergence importante entre le constat et la projection de la démographie médicale réalisée en 2008 par la DREES<sup>9</sup> (croissance des effectifs au lieu de la baisse projetée) a conduit cette dernière à reconstruire un modèle à partir de 2015 dont les résultats ne devraient pas être connus avant la fin de 2016. Par ailleurs, cette projection n'isole pas les spécialités de gynécologie dont l'effectif est limité.

**Sans avoir l'ambition ni les moyens de produire de tels travaux, des ordres de grandeur sont néanmoins proposés ci-dessous, afin d'éclairer la possible augmentation d'activité des sages-femmes en ville et sa compatibilité ou incompatibilité avec le surplus d'effectif projeté, résultant du numerus gelé ou baissé.**

### ❖ Les évolutions démographiques

#### ▪ Des professionnels

##### \* Les sages-femmes

En dépit du tassement des naissances et du raccourcissement des séjours en maternité, on suppose une croissance de 5% de l'effectif de sages-femmes en maternités d'ici 2030, qui serait alors de l'ordre de 15 500. **Leur effectif en ville serait alors d'environ 14 500 en cas de maintien du numerus clausus et de 12 500 en cas de baisse du numerus clausus selon le scénario préconisé, soit de 2,5 à 2 fois l'effectif actuel (le surplus en ville serait respectivement + 8 500 et + 6 500).** Ainsi la part des sages-femmes exerçant en ville se situerait en 2030 entre 48% et 45% des actives (la DREES projetait une part de 36%).

---

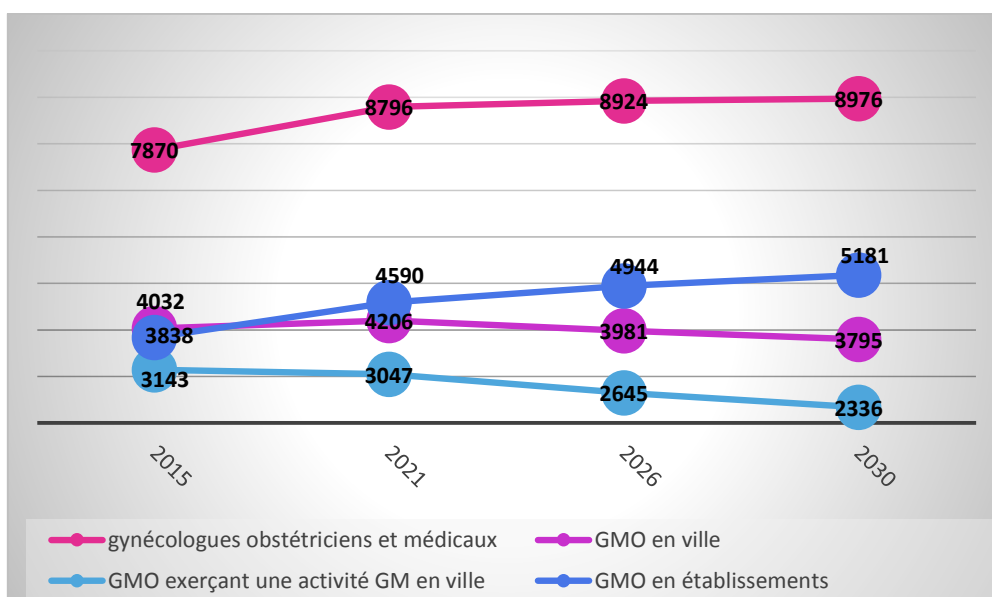
<sup>9</sup> DREES, Études et Résultats n°679, 2009, « La démographie médicale à l'horizon 2030 : de nouvelles projections nationales et régionales »

### \* La démographie des gynécologues médicaux et obstétriciens (GMO)

La baisse de l'effectif total ne se produit pas dans un scénario tendanciel, en raison notamment d'un ratio d'installations de diplômés étrangers très important constaté ces dernières années et d'un départ à la retraite retardé. Le coefficient global de passage, constaté ces dernières années, entre les postes ouverts aux ECN et les primo-installations correspondantes est de l'ordre de 1,38.

En conservant par ailleurs le ratio de répartition actuel entre les secteurs d'activité (établissements/ville), l'effectif total se renforcerait de + 1 100 et, en établissements, de + 1 300, tandis qu'en ville, il diminuerait d'environ 300 d'ici 2030. Dans une étude un peu ancienne, la CNAMTS montrait que la moitié des gynécologues obstétriciens installés en ville exerçaient en réalité une activité de gynécologues médicaux. **Sur cette base, les gynécologues pratiquant une activité de gynécologues médicaux en ville diminueraient d'environ 800 d'ici 2030, pour atteindre un effectif d'environ 2 300.**

Figure 6 Evolution de la démographie des gynécologues médicaux et obstétriciens (GMO)



### Des femmes et des naissances

Figure 7 Evolution des naissances

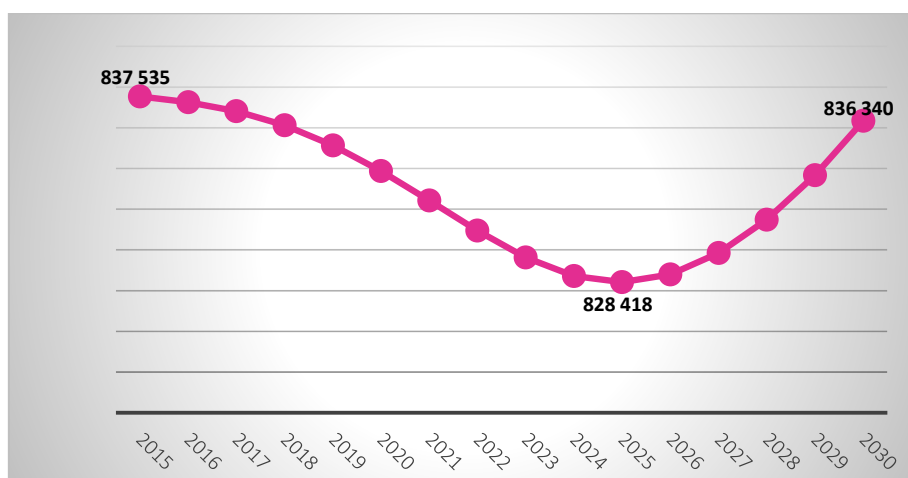
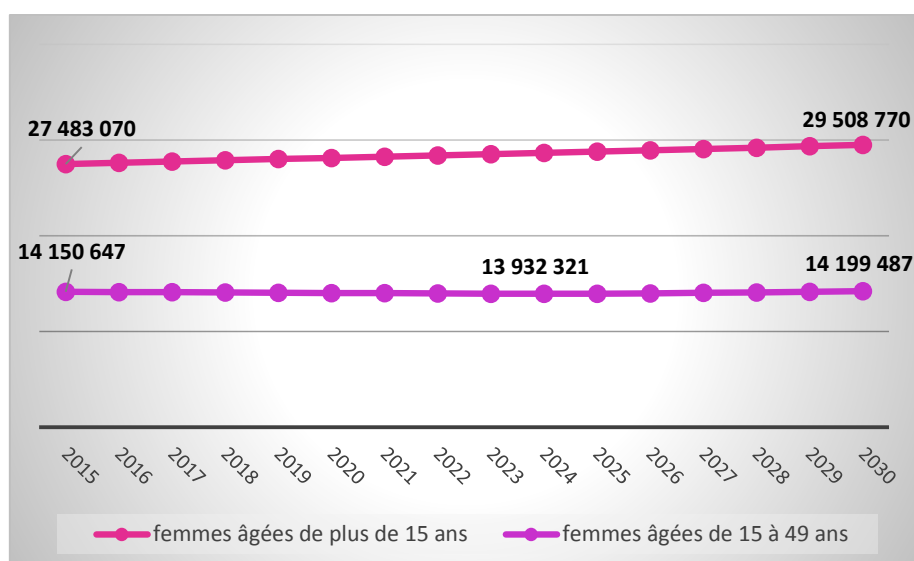


Figure 8 Evolution du nombre de femmes



❖ **L'activité en ville et l'effectif de sages-femmes dans 15 ans**

• **L'activité produite en 2014**

L'activité des sages-femmes libérales en ville, enregistrée par la CNAMTS dans le SNIIRAM, montre qu'en 2014, plus des trois quarts sont ceux cotés en SF (79%). Les soins infirmiers sont en très nette baisse et l'échographie est très limitée.

| Type d'actes  | Quantité d'actes (en milliers) |             |                     | Honoraires remboursables (en millions d'euros) |             |                     | Nombre de bénéficiaires (en milliers) |            |
|---|--------------------------------|-------------|---------------------|--|-------------|---------------------|---------------------------------------|------------|
|   | 2014                           | Part        | Evolution 2013-2014 | 2014   | Part        | Evolution 2013-2014 | Total                                 | Part CMU-C |
| Consultations (C)*                                  | 976,7                          | 12%         | 27,9%               | 22,7   | 10%         | 36,2%               | 458                                   | 7%         |
| Visites (V)   | 272,0                          | 3%          | 31,3%               | 6,6  | 3%          | 39,7%               | 160                                   | 7%         |
| Soins de sages-femmes (SF)                          | 6 451,2                        | 79%         | 7,2%                | 179,9  | 81%         | 7,1%                | 804                                   | 6%         |
| Echographies (KE)                                   | 175,2                          | 2%          | 34,1%               | 10,7   | 5%          | 37,7%               | 82                                    | 13%        |
| Soins post-nataux (SP)                              | 40,9                           | 0%          | -3,5%               | 0,8  | 0%          | -3,7%               | 30                                    | 4%         |
| Soins infirmiers (SFI)                              | 298,9                          | 4%          | -25,7%              | 2,1  | 1%          | -25,3%              | 7                                     | 6%         |
| <b>TOTAL Honoraires (hors frais de déplacement)</b> | <b>8 215,0</b>                 | <b>100%</b> | <b>8,6%</b>         | <b>222,8</b>                                   | <b>100%</b> | <b>11,0%</b>        | <b>993</b>                            | <b>8%</b>  |
| Frais de déplacement                                |                                |             |                     | 14,2   |             | 11,9%               |                                       |            |
| <b>TOTAL Honoraires et frais de déplacement</b>     |                                |             |                     | <b>237,1</b>                                   |             | <b>11,0%</b>        |                                       |            |

Dans les actes cotés en SF, la rééducation périnéale (également pratiquée par les masseurs kinésithérapeutes) occupe une place prépondérante (46%, soit plus du tiers de l'activité en ville des sages-femmes).

| Actes  | Quantité d'actes<br>(en milliers) |             |                        | Honoraires remboursables<br>(en millions d'euros) |             |                        | Nombre de<br>bénéficiaires<br>(en milliers) |               |
|--|-----------------------------------|-------------|------------------------|---|-------------|------------------------|---|---------------|
|  | 2014                              | Part        | Evolution<br>2013-2014 | 2014  | Part        | Evolution<br>2013-2014 | Total                                       | Part<br>CMU-C |
| Rééducation périnéale (SF7)                                    | 2 964,5                           | 46%         | 8,6%                   | 58,1  | 32%         | 8,6%                   | 382   | 4%            |
| Préparation naissance (SF6)                                    | 105,7                             | 2%          | -6,1%                  | 1,8   | 1%          | -5,8%                  | 37  | 4%            |
| Préparation naissance (SF 11,6)                                | 990,8                             | 15%         | -1,2%                  | 32,2  | 18%         | -1,1%                  | 216   | 2%            |
| Prépa. Nais ou Suivi grossesse<br>(SF15)                       | 856,3                             | 13%         | 3,1%                   | 36,3  | 20%         | 3,2%                   | 306   | 5%            |
| Prépa. Nais ou Suivi grossesse<br>ou Forfait journalier (SF12) | 766,2                             | 12%         | 6,4%                   | 25,9  | 14%         | 6,5%                   | 233   | 5%            |
| Forfait journalier<br>(SF16 ou SF16,5)                         | 380,8                             | 6%          | 30,6%                  | 18,1  | 10%         | 32,3%                  | 279   | 6%            |
| Suivi grossesse (SF22)   | 47,3                              | 1%          | 1,9%                   | 2,9   | 2%          | 2,1%                   | 7   | 6%            |
| Suivi grossesse (SF9)  | 17,8                              | 0%          | -5,5%                  | 0,5   | 0%          | -6,1%                  | 4   | 10%           |
| Suivi gynécologique<br>(8 coefficients*)                       | 82,9                              | 1%          | 96,9%                  | 1,6   | 1%          | 99,7%                  | 72  | 8%            |
| Accouchements<br>(4 coefficients**)                            | 1,8                               | 0%          | 10,6%                  | 0,6   | 0%          | 19,4%                  |   |               |
| Autres   | 237,0                             | 4%          | 6,5%                   | 4,0   | 2%          | 17,5%                  |   |               |
| <b>TOTAL Actes en SF</b>                                       | <b>6 451,2</b>                    | <b>100%</b> | <b>7,2%</b>            | <b>179,9</b>                                      | <b>100%</b> | <b>7,1%</b>            | <b>804</b>                                  | <b>6%</b>     |

- **Les activités appelées à se développer**

On cherche à cerner le temps de travail et l'effectif nécessaires à la réalisation **des actes appelés à se développer** pour les rapprocher du surplus d'effectif projeté de sages-femmes en ville :

- le suivi gynécologique de prévention
- l'IVG médicamenteuse
- l'échographie
- le Prado

Dans cette approche, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- **la répartition actuelle des autres actes entre établissements et ville est considérée comme maintenue** et aucune hypothèse de transfert d'un secteur d'activité à l'autre n'est émise puisque les effectifs ne baissent pas dans les établissements ; si s'opérait un transfert d'actes des maternités vers la ville (notamment des consultations externes), il s'accompagnerait d'un transfert concomitant d'effectif. Ce phénomène est donc non pertinent dans l'estimation de l'activité supplémentaire et de sa compatibilité avec le surplus d'effectif projeté ;
- **le comportement des sages-femmes et des femmes ne fait pas obstacle à la mutation voulue par les textes** grâce à un effort de communication très soutenu de la part des pouvoirs publics ;
- **l'évolution de la population prise charge d'ici 2030 résulte des projections de l'INSEE** (voir ci-dessous) ; concernant les deux derniers actes, ils sont liés au nombre de naissances qui, après une baisse de 10 000, revient à son niveau de 2015 en 2030. L'IVG concerne les femmes en âge de procréer, dont le nombre est stable. En revanche, le suivi gynécologique de prévention est corrélé au nombre de femmes âgées de plus de 15 ans, qui lui connaît une croissance de + 2000 d'ici 2030. **Toutefois, le chiffre retenu dans le tableau ci-dessous est surestimé** car il conviendrait de lui ôter la population des femmes présentant une pathologie ;



- **le partage de ces actes réalisés en ville entre professionnels co-compétents** repose sur la projection d'environ 2 500 gynécologues médicaux ou assimilés en ville en 2030. En revanche, faute d'éléments objectifs disponibles, il n'a pas été possible de valoriser précisément la réalisation du suivi gynécologique par les médecins généralistes ni celle des échographies par les radiologues d'ici 2030.

Tableau 8 Estimation du nombre d'actes et des équivalents ETP

|  | Population prise en charge en 2030                   | Nombre total d'actes | Equivalent ETP SF                                       |
|--|--|----------------------|---|
| - le suivi gynécologique de prévention | 50% des femmes de 15 ans et plus, moins parturientes | 14 300 000           | 2 500 Gynécologues<br>MG pris en compte<br><b>2 700</b> |
| - l'IVG                                | 218 000 en 2014<br>4CS/écho                          | 872 400              | 50% par les SF<br><b>230</b>                            |
| - l'échographie                        | Parturientes<br>5 séances                            | 4 181 700            | 30% par les SF<br><b>540</b>                            |
| - le Prado                             | 70% des parturientes avec 2 séances                  | 11 700 000           | <b>700</b>  |
| <b>Total</b>                           |  |                      | <b>4 170</b>  |

**Il en résulte de ces estimations très rudimentaires que le développement des quatre actes retenus représente un besoin, sans doute surestimé, d'environ 4 200 sages-femmes ETP supplémentaires.**

Les statistiques d'activité de la CNAMTS enregistrées dans la base SNIIRAM<sup>10</sup> montrent par ailleurs que les sages-femmes libérales en ville ne semblent pas pratiquer le temps partiel. Ainsi en 2014, l'effectif total de sages-femmes et celui des seules actives à part entière (APE<sup>11</sup>) auraient travaillé autour de 235 jours par an, ce qui correspond à 47 semaines de 5 jours ouvrés.

|  | APE       | Effectif total |
|--|-----------|----------------|
| <b>Effectif</b>                        | 4 032     | 4 604          |
| <b>Nombre d'actes</b>                  | 7 351 518 | 8 093 535      |
| <b>Actes par SF</b>                    | 1 823     | 1 758          |
| <b>Nombre de jours si 7 actes/jour</b> | 260 jours | 251            |
| <b>Nombre de jours si 8 actes/jour</b> | 228 jours | 220            |

**Il apparaît donc que le surplus projeté de + 8 500 sages-femmes en ville (avec maintien du numerus clausus) est incompatible avec les perspectives de développement de certaines activités. Quant au surplus de + 6 500 sages-femmes en ville d'ici 2030, découlant du scénario de baisse de numerus clausus préconisé, il laisserait encore un volant d'environ 2 200 sages-femmes a priori non absorbé par l'élargissement de leurs compétences<sup>12</sup>.**

<sup>10</sup> SNIIRAM : système national d'information inter régimes de l'assurance maladie

<sup>11</sup> Sont exclus du groupe des professionnels de santé libéraux actifs à part entière ou APE :

- les professionnels de santé libéraux qui se sont installés au cours de l'année
- les professionnels de santé libéraux qui ne sont pas conventionnés
- les professionnels de santé libéraux qui exercent à l'hôpital à plein temps
- les professionnels de santé libéraux qui ont atteint 65 ans au cours de l'exercice.

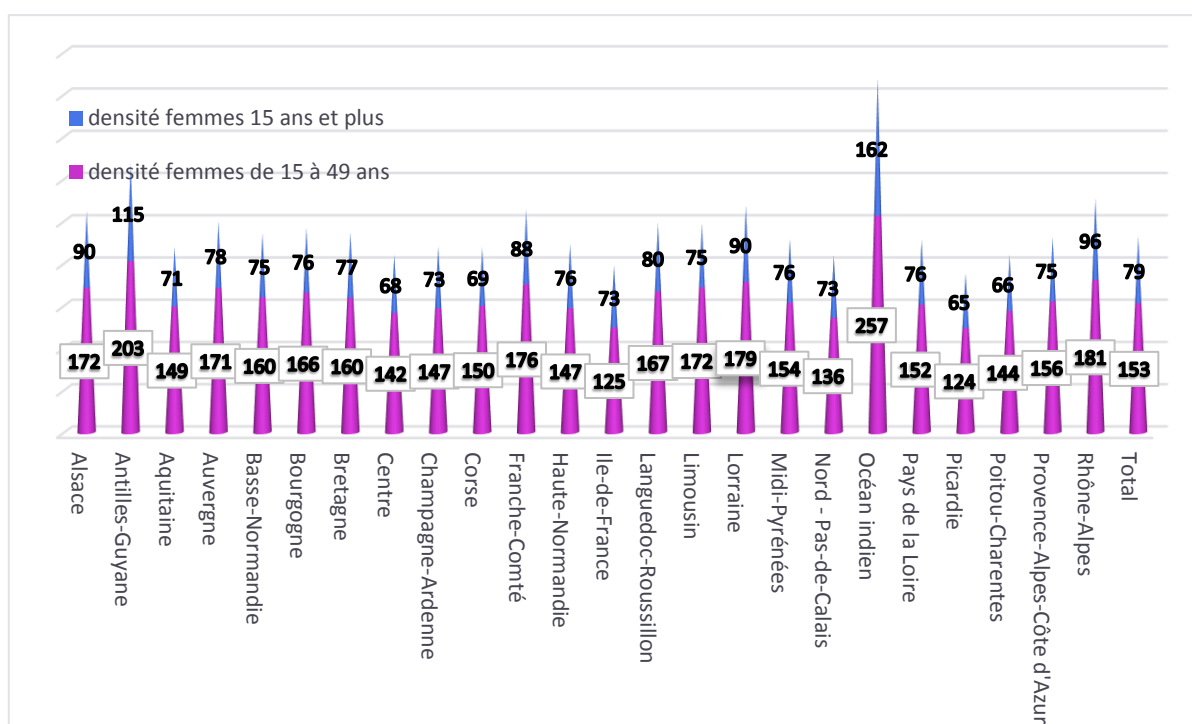
<sup>12</sup> Si l'âge de départ en retraite n'est pas modifié d'ici 2031, ce volant est alors inférieur, de l'ordre de 1 300.

## PARTIE II : UNE MODULATION PAR REGION DES BAISES DE NUMERUS CLAUSUS

**L'objectif de cette seconde étape de l'étude :**

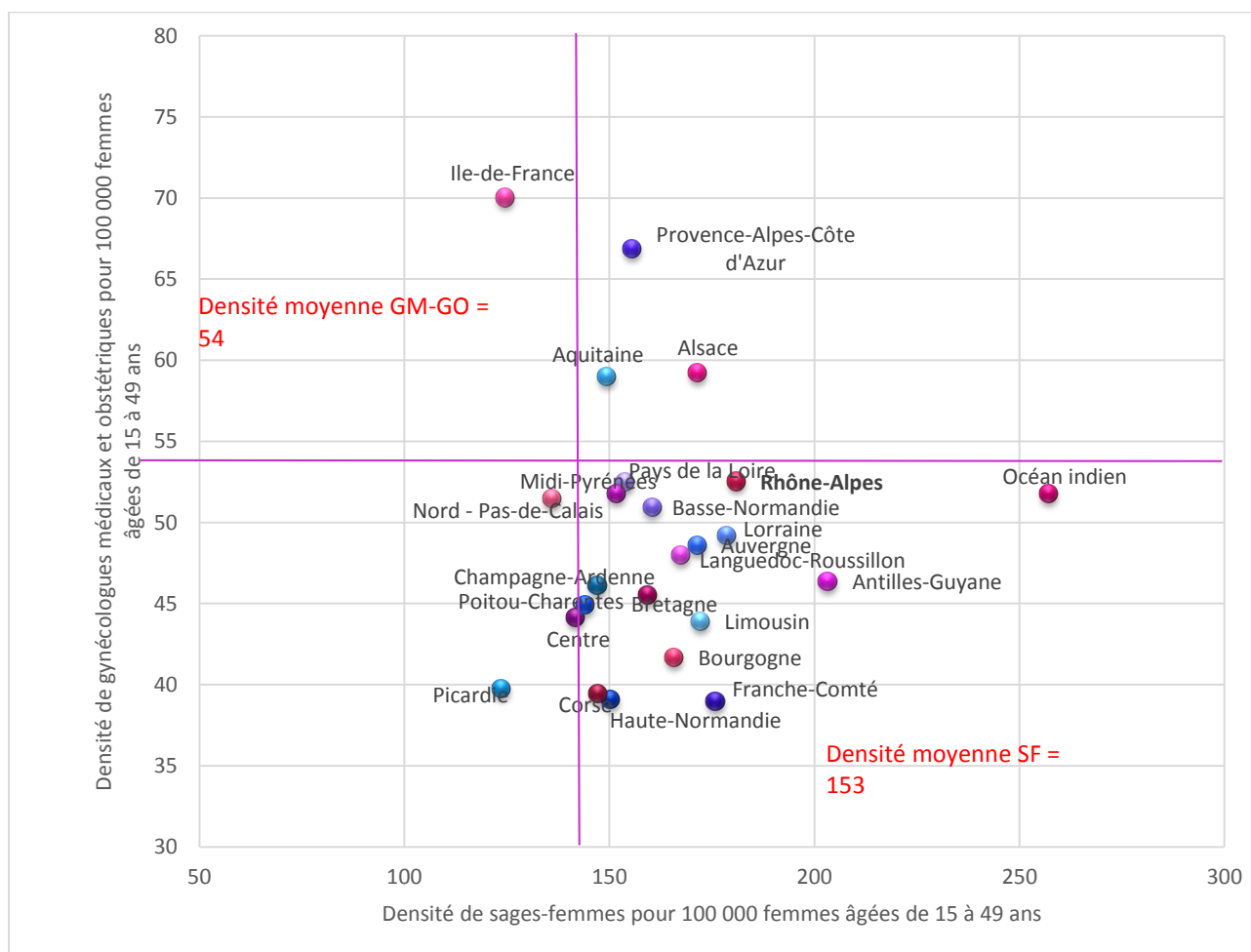
La démographie des sages-femmes présente une disparité très importante entre les régions, due à plusieurs facteurs, pyramide des âges, places de numerus clausus, mobilité des nouvelles diplômées à l'installation etc. Ainsi, en 2015, le coefficient de variation de la densité de sages-femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans est de 17,4% entre les régions.

*Figure 9 Densité de sages femmes en 2016*



En outre, comme cela a déjà été décrit à plusieurs reprises dans les publications de la DREES et de l'ONDPS, les densités également très variables de gynécologues médicaux et obstétriciens ne compensent pas celles des sages-femmes.

Figure 10 Position des régions par rapport à la densité moyenne (France entière) des sages-femmes et celle des gynécologues médicaux et obstétriciens pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans.

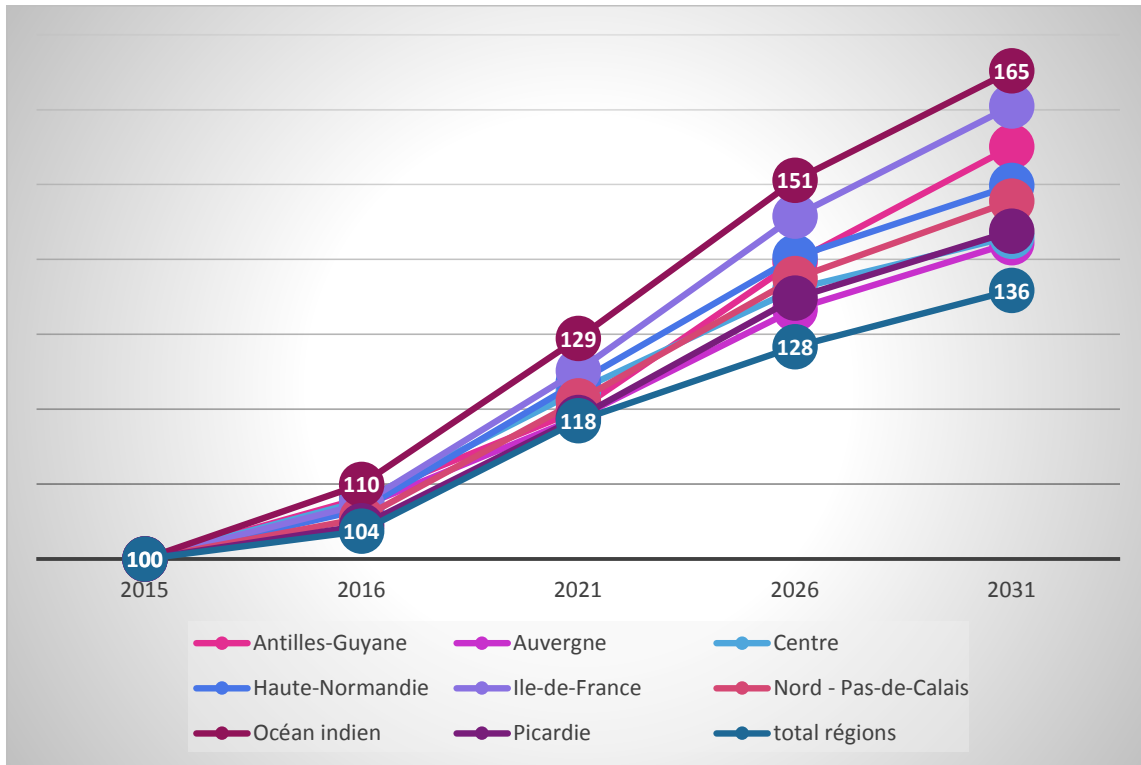


A partir des données du RPPS traitement DREES au 1<sup>er</sup> janvier 2016

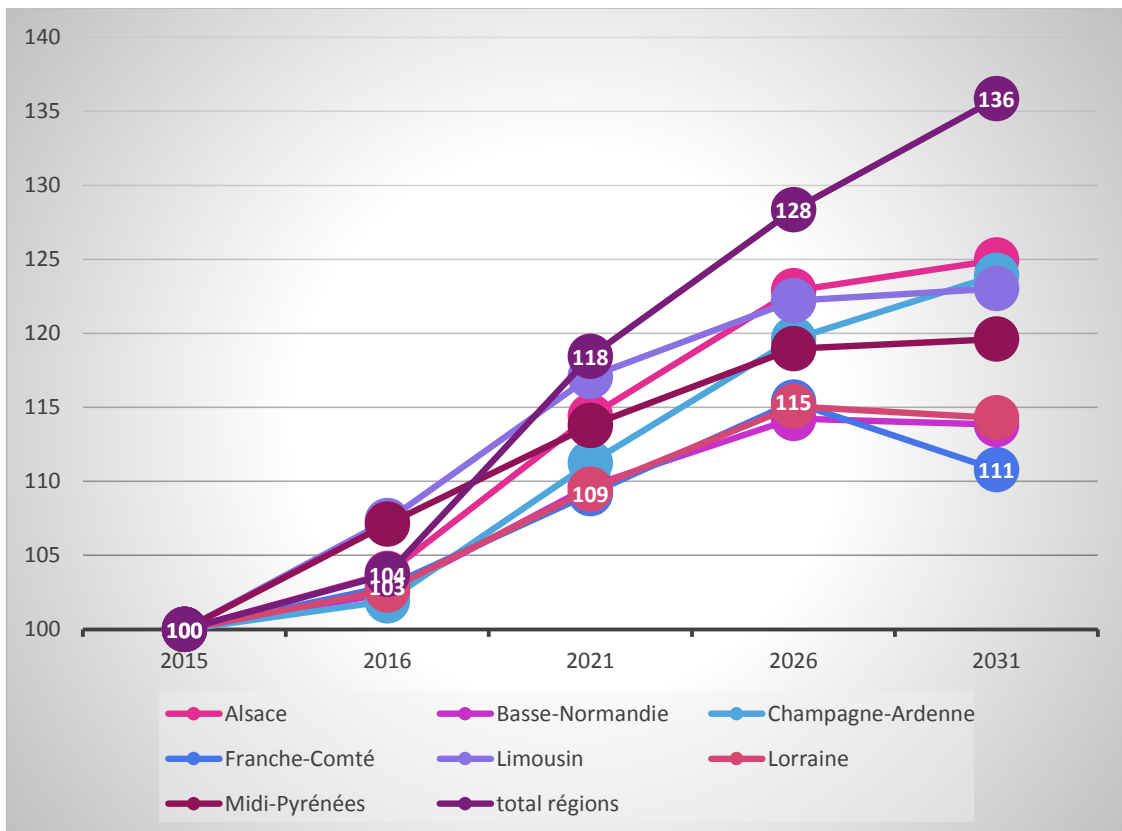
Avec un maintien du numerus clausus actuel dans les écoles, la croissance différenciée de l'effectif s'accroîtrait. De +36% en moyenne France entière d'ici 2031, elle serait de +60% en Ile de France et de +11% en Franche-Comté.

Figure 11 Croissance de l'effectif de chaque région avec maintien du NC (indice 100= 2015)

*Croissance supérieure à la moyenne nationale*

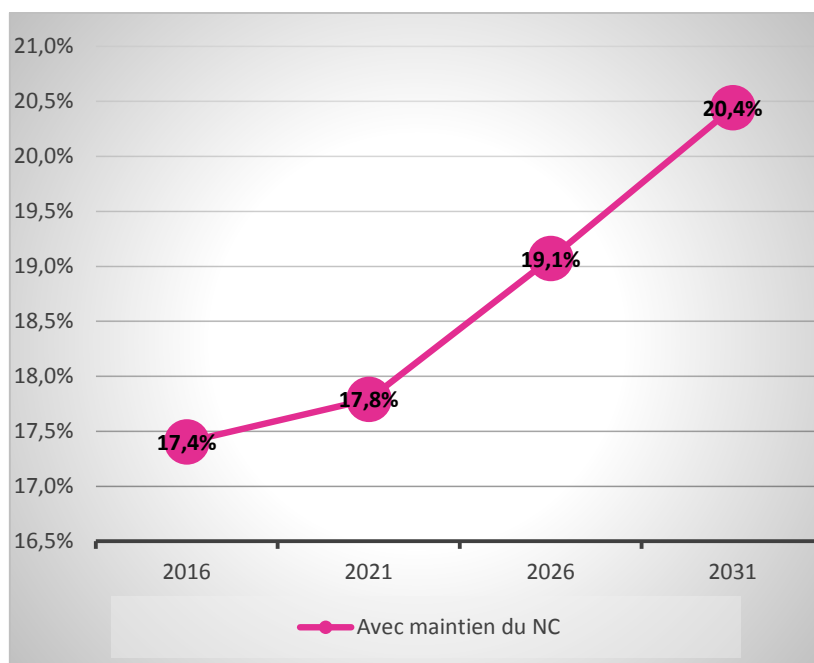


*Croissance inférieure à la moyenne nationale*



Comme la population prise en charge (femmes âgées de 15 à 49 ans) évolue également différemment selon les régions selon les projections de l'INSEE<sup>13</sup>, les disparités de l'offre de soins inter-régionales ne feraient que s'amplifier davantage. Le coefficient de variation de densité passerait de 17,4% en 2015 à 20,4% en 2030.

Figure 12 SF/100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans : évolution du coefficient de variation entre régions



**Il est donc apparu nécessaire d'étudier la possibilité de moduler la baisse du numerus clausus préconisée au plan national, afin de cantonner l'amplification des disparités et de procéder ainsi à un certain rééquilibrage.**

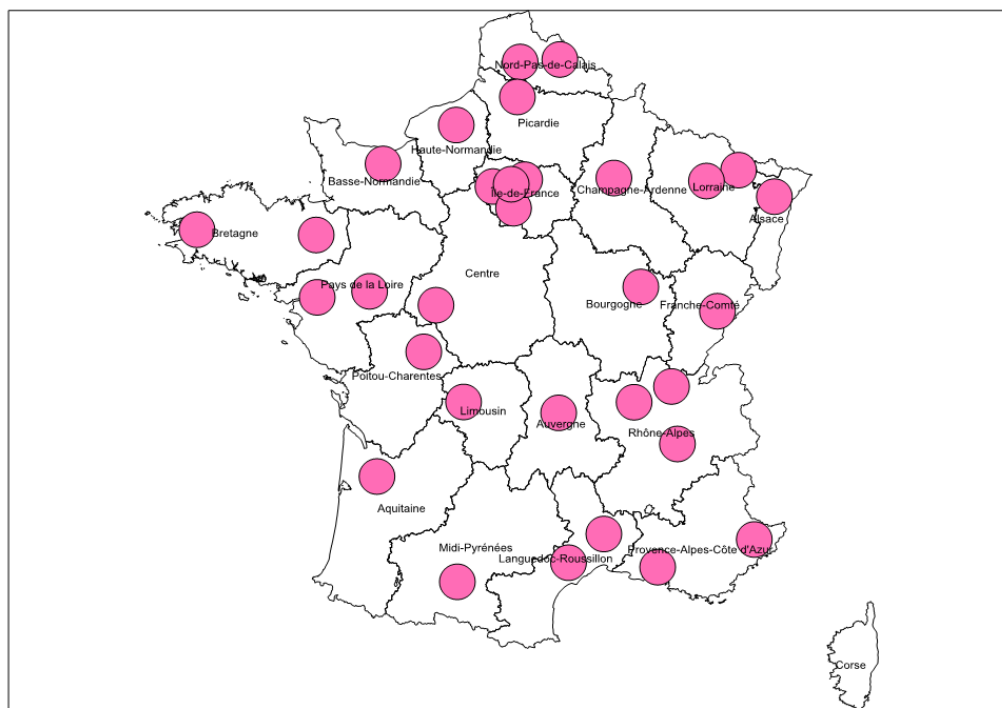
**Toutefois, il est nécessaire de rappeler que le numerus clausus ne constitue pas le meilleur outil de régulation géographique.** Son objet est de réguler quantitativement les flux de nouvelles diplômées par école (soit moins de 5% de l'effectif actif total), lesquelles sont par ailleurs libres de partir travailler dans une autre région<sup>14</sup>. Le numerus clausus peut donc favoriser marginalement une meilleure orientation géographique des nouvelles diplômées, mais ne s'apparente pas à un dispositif du type « zonage », destiné à agir directement sur l'ensemble des installations d'actives à un niveau très fin de maillage du territoire.

**Le niveau d'observation et de proposition de cette étude est celui des régions dans leur acception avant réforme qui comptent le plus souvent une ou deux écoles.** Les propositions de baisse du numerus clausus (Cf. tableau récapitulatif 29 et carte page 28) sont émises par région, sans préjuger de la répartition des places entre écoles dans les régions qui en comptent deux ou plus.

<sup>13</sup> INSEE, projections régionales de population (modèle OMPHALE)

<sup>14</sup> En moyenne 28% des nouvelles diplômées ne s'installent pas dans leur région d'études (source RPPS)

Figure 13 Localisation des écoles de sages-femmes



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

**Les sources disponibles :** arrêtés de numerus clausus par école et région, RPPS-traitement DREES, projections régionales de population de l'INSEE.

A noter que :

- la DREES n'a pas produit de projections régionales d'effectifs de sages-femmes ;
- il n'y a pas recouvrement total entre les projections nationales et régionales de population produite par l'INSEE en 2010 car elles n'ont pas été réalisées selon le même modèle : la projection nationale (2007-2060) minore les naissances et majore la population féminine par rapport à la projection régionale (2007-2040, modèle OMPHALE). Un recalage sur les grandeurs nationales a été réalisé ;
- il n'y a pas de suivi par région des admissions directes en deuxième et troisième année ; seul le numerus clausus principal peut être pris en compte dans les calculs.

**La démarche adoptée :**

Elle a d'abord consisté à élaborer une base de données régionalisées, afin d'établir des observations puis des projections de la démographie des sages-femmes (flux entrants-sortants) et de la couverture des besoins (en fonction de la population féminine, des naissances, de l'effectif des gynécologues médicaux et obstétriciens) en 2021, 2026, 2031, toutes choses égales par ailleurs.

Elle a ensuite consisté à bâtir des scénarios destinés à répartir, entre les régions, la baisse du NC et la croissance d'effectif correspondante, telles que préconisées au niveau national dans la première partie.

## 1. ESTIMATION DES FLUX ENTRANTS ET SORTANTS PERMETTANT DE PROJETER L'EVOLUTION DES EFFECTIFS ACTIFS par région

Par rapport à la démarche adoptée au niveau national, l'exercice de projection régionale présente des difficultés supplémentaires qui conduisent à adopter deux hypothèses de nécessité : elles concernent le calcul des départs en retraite et, surtout, celui des flux entrants.

Les flux sortants sont calculés à partir de l'âge de l'effectif actif de chaque région en 2015, ce qui ignore la possible mobilité interrégionale des sages-femmes actives en cours de carrière dans les années à venir.

Quant aux flux entrants, le rapport entre les places de numerus clausus et le flux net des primo-installées 5 ans plus tard est très variable d'une région à l'autre (le coefficient de variation entre régions est de 37%). Ce phénomène de mobilité à l'installation des nouvelles diplômées s'avère stable dans le temps : il a donc été intégré dans la projection tendancielle des flux entrants par région.

Tableau 9 Nombre de primo-inscrites actives rapporté au numerus clausus correspondant dans chaque région

|                      | Numerus Clausus Principal | Coefficients entrants/NCP |
|----------------------|---------------------------|---------------------------|
| Alsace               | 30                        | 69%                       |
| Antilles-Guyane      | 25                        | 94%                       |
| Aquitaine            | 30                        | 117%                      |
| Auvergne             | 30                        | 62%                       |
| Basse-Normandie      | 25                        | 46%                       |
| Bourgogne            | 27                        | 61%                       |
| Bretagne             | 50                        | 73%                       |
| Centre               | 30                        | 95%                       |
| Champagne-Ardenne    | 27                        | 50%                       |
| Corse                | 3                         | 213%                      |
| Franche-Comté        | 26                        | 38%                       |
| Haute-Normandie      | 25                        | 96%                       |
| Île-de-France        | 137                       | 125%                      |
| Languedoc-Roussillon | 66                        | 50%                       |
| Limousin             | 18                        | 34%                       |
| Lorraine             | 54                        | 44%                       |
| Midi-Pyrénées        | 26                        | 93%                       |
| Nord-Pas-de-Calais   | 69                        | 73%                       |
| Océan indien         | 39                        | 65%                       |
| Pays de la Loire     | 52                        | 71%                       |
| Picardie             | 35                        | 56%                       |
| Poitou-Charentes     | 21                        | 65%                       |
| PACA                 | 64                        | 89%                       |
| Rhône-Alpes          | 96                        | 87%                       |
| France Entière       | 1005                      | 80%                       |

Ce déséquilibre entre sages-femmes formées et installées dans une région, dû à la désaffectation ou, au contraire, à l'attractivité des régions, se lit également dans l'effectif total d'actives avec un coefficient de variation entre régions de 39%, proche du précédent calculé en flux (37%) : en Limousin, par exemple, le nombre d'actives représente, en net, 57% des sages-femmes qui y ont été formées ; à l'inverse, la région PACA compte 69% d'actives supplémentaires par rapport aux sages-femmes qui y ont été formées.

Tableau 10 Nombre total d'actives rapporté au nombre de diplômées formées dans chaque région

| REGIONS                    | Actives dans la région | Formées dans la région | Actives / Formées dans la région | Actives à diplôme étranger |             |
|----------------------------|------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------------|-------------|
|                            |                        |                        |                                  | HORS EEE                   | EEE         |
| Alsace                     | 730                    | 754                    | 97%                              | 1                          | 20          |
| Antilles-Guyane            | 535                    | 291                    | 184%                             | 1                          | 38          |
| Aquitaine                  | 1044                   | 898                    | 116%                             | 4                          | 47          |
| Auvergne                   | 469                    | 691                    | 68%                              | 0                          | 10          |
| Basse-Normandie            | 485                    | 600                    | 81%                              | 0                          | 15          |
| Bourgogne                  | 549                    | 702                    | 78%                              | 2                          | 13          |
| Bretagne                   | 1089                   | 834                    | 131%                             | 0                          | 54          |
| Centre                     | 761                    | 618                    | 123%                             | 3                          | 47          |
| Champagne-Ardenne          | 415                    | 581                    | 71%                              | 1                          | 30          |
| Corse                      | 96                     |                        |                                  |                            |             |
| Franche-Comté              | 438                    | 506                    | 87%                              | 1                          | 12          |
| Haute-Normandie            | 597                    | 589                    | 101%                             | 1                          | 27          |
| Ile-de-France              | 3651                   | 2770                   | 132%                             | 98                         | 273         |
| Languedoc-Roussillon       | 973                    | 1247                   | 78%                              | 5                          | 45          |
| Limousin                   | 251                    | 442                    | 57%                              | 0                          | 7           |
| Lorraine                   | 908                    | 1527                   | 59%                              | 1                          | 27          |
| Midi-Pyrénées              | 985                    | 701                    | 141%                             | 1                          | 69          |
| Nord - Pas-de-Calais       | 1251                   | 1380                   | 91%                              | 1                          | 109         |
| Océan indien               | 571                    | 287                    | 199%                             | 2                          | 22          |
| Pays de la Loire           | 1194                   | 1176                   | 102%                             | 4                          | 63          |
| Picardie                   | 523                    | 663                    | 79%                              | 2                          | 43          |
| Poitou-Charentes           | 526                    | 596                    | 88%                              | 0                          | 22          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 1677                   | 994                    | 169%                             | 10                         | 89          |
| Rhône-Alpes                | 2594                   | 2092                   | 124%                             | 10                         | 132         |
| <b>Total</b>               | <b>22312</b>           | <b>20939</b>           | <b>107%</b>                      | <b>148</b>                 | <b>1216</b> |

RPPS-traitement DREES au 1<sup>er</sup> janvier 2016



## 2. SCENARIOS DE NUMERUS CLAUSUS

Afin de cadrer les ordres de grandeur, on estime d'abord le scénario consistant à appliquer une baisse uniforme en pourcentage à toutes les régions, égale à la baisse nationale cible, calculée de 2017 à 2021 (soit - 23% en cinq ans).

Tableau 11 Effectif projeté en 2026 par région selon deux hypothèses de numerus clausus : maintien et baisse uniforme

|                            | NC principal de 2016 | Effectif 2015 | NC de 2017 à 2021 si maintien | Effectif actif correspondant en 2026 | NC de 2017 à 2021 si baisse uniforme de 23% | Effectif actif correspondant en 2026 |
|----------------------------|----------------------|---------------|-------------------------------|--------------------------------------|---|--------------------------------------|
| Alsace                     | 30                   | 730           | 150                           | 887                                  | -35   | 860                                  |
| Antilles-Guyane            | 25                   | 535           | 125                           | 710                                  | -29   | 687                                  |
| Aquitaine                  | 30                   | 1044          | 150                           | 1 291                                | -35   | 1 263                                |
| Auvergne                   | 30                   | 469           | 150                           | 600                                  | -35   | 573                                  |
| Basse-Normandie            | 25                   | 485           | 125                           | 555                                  | -29   | 532                                  |
| Bourgogne                  | 27                   | 549           | 135                           | 664                                  | -31   | 639                                  |
| Bretagne                   | 50                   | 1089          | 250                           | 1 404                                | -58   | 1 358                                |
| Centre                     | 30                   | 761           | 150                           | 986                                  | -35   | 959                                  |
| Champagne-Ardenne          | 27                   | 415           | 135                           | 500                                  | -31   | 475                                  |
| Corse                      | 3                    | 96            | 15                            | 121                                  | -3  | 118                                  |
| Franche-Comté              | 26                   | 438           | 130                           | 504                                  | -30   | 480                                  |
| Haute-Normandie            | 25                   | 597           | 125                           | 807                                  | -29   | 784                                  |
| Ile-de-France              | 137                  | 3651          | 685                           | 5 091                                | -158  | 4 965                                |
| Languedoc-Roussillon       | 66                   | 973           | 330                           | 1 213                                | -76   | 1 152                                |
| Limousin                   | 18                   | 251           | 90                            | 293                                  | -21   | 277                                  |
| Lorraine                   | 54                   | 908           | 270                           | 1 045                                | -62   | 995                                  |
| Midi-Pyrénées              | 26                   | 985           | 130                           | 1 123                                | -30   | 1 099                                |
| Nord - Pas-de-Calais       | 69                   | 1251          | 345                           | 1 674                                | -79   | 1 611                                |
| Océan indien               | 39                   | 571           | 195                           | 803                                  | -45   | 767                                  |
| Pays de la Loire           | 52                   | 1194          | 260                           | 1 477                                | -60   | 1 429                                |
| Picardie                   | 35                   | 523           | 175                           | 693                                  | -40   | 661                                  |
| Poitou-Charentes           | 21                   | 526           | 105                           | 632                                  | -24   | 613                                  |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 64                   | 1677          | 320                           | 2 108                                | -74   | 2 049                                |
| Rhône-Alpes                | 96                   | 2594          | 480                           | 3 219                                | -110  | 3 130                                |
| <b>Total</b>               | 1005                 | 22312         | 5 025                         | 28 400                               | -1 156                                      | 27 475                               |

On estime ensuite un scénario théorique fondé sur une hypothèse de rééquilibrage en faisant converger, en 2026, toutes les régions vers la densité moyenne de sages-femmes, calculée au niveau national selon deux indicateurs complémentaires : nombre de sages-femmes pour 100 000 femmes âgées de plus de 15 ans (95) et nombre de naissances par sage-femme (30), sachant qu'il y a quasi superposition entre ce ratio et le ratio du nombre de sages-femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans.

Tableau 12 Baisse de numerus clausus de 2017 à 2021 et effectif projeté en 2026 par région pour obtenir une convergence vers la densité moyenne de sages-femmes

|                            | NC de 2017 à 2021 si maintien | Effectif actif correspondant en 2026 | Baisse NC de 2017 à 2021 si baisse uniforme de 23% | Effectif actif correspondant en 2026 | Baisse NC de 2017 à 2021 si convergence vers une densité moyenne | Effectif actif correspondant en 2026 |
|----------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|--|--------------------------------------|--|--------------------------------------|
| Alsace                     | 150                           | 887                                  | -35  | 860                                  | -135   | 779                                  |
| Antilles-Guyane            | 125                           | 710                                  | -29  | 687                                  | -271   | 493                                  |
| Aquitaine                  | 150                           | 1 291                                | -35  | 1 263                                | 140  | 1403                                 |
| Auvergne                   | 150                           | 600                                  | -35  | 573                                  | -81  | 535                                  |
| Basse-Normandie            | 125                           | 555                                  | -29  | 532                                  | 31   | 580                                  |
| Bourgogne                  | 135                           | 664                                  | -31  | 639                                  | -30  | 640                                  |
| Bretagne                   | 250                           | 1 404                                | -58  | 1 358                                | -51  | 1363                                 |
| Centre                     | 150                           | 986                                  | -35  | 959                                  | 58   | 1033                                 |
| Champagne-Ardenne          | 135                           | 500                                  | -31  | 475                                  | 14   | 511                                  |
| Corse                      | 15                            | 121                                  | -3   | 118                                  | 7  | 126                                  |
| Franche-Comté              | 130                           | 504                                  | -30  | 480                                  | -45  | 468                                  |
| Haute-Normandie            | 125                           | 807                                  | -29  | 784                                  | -75  | 746                                  |
| Ile-de-France              | 685                           | 5 091                                | -158   | 4 965                                | 87   | 5161                                 |
| Languedoc-Roussillon       | 330                           | 1 213                                | -76  | 1 152                                | -44  | 1177                                 |
| Limousin                   | 90                            | 293                                  | -21  | 277                                  | 1  | 294                                  |
| Lorraine                   | 270                           | 1 045                                | -62  | 995                                  | -147   | 927                                  |
| Midi-Pyrénées              | 130                           | 1 123                                | -30  | 1 099                                | 192  | 1277                                 |
| Nord - Pas-de-Calais       | 345                           | 1 674                                | -79  | 1 611                                | -40  | 1642                                 |
| Océan indien               | 195                           | 803                                  | -45  | 767                                  | -500   | 403                                  |
| Pays de la Loire           | 260                           | 1 477                                | -60  | 1 429                                | 93   | 1551                                 |
| Picardie                   | 175                           | 693                                  | -40  | 661                                  | 100  | 773                                  |
| Poitou-Charentes           | 105                           | 632                                  | -24  | 613                                  | 130  | 736                                  |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 320                           | 2 108                                | -74  | 2 049                                | -19  | 2093                                 |
| Rhône-Alpes                | 480                           | 3 219                                | -110   | 3 130                                | -609   | 2732                                 |
| Total                      | 5 025                         | 28 400                               | -1 156   | 27 475                               | -1195  | 27444                                |

**La très forte dispersion des régions autour des principaux indicateurs de densité (naissances par sage-femme, densité de sages-femmes pour les femmes de 15 à 49 ans ou pour les femmes de plus de 15 ans) fait obstacle à l'adoption de ce scénario car il entraînerait des ruptures beaucoup trop importantes dans la gestion des capacités de formation actuelles.**

Finalement, le seul scénario tenable consiste, selon nous, en une solution de compromis consistant :

- à appliquer dans un premier temps une baisse uniforme en pourcentage à toutes les régions, égale à la baisse nationale calculée au niveau de 2017 à 2026 (- 23% en cinq ans) ;

- à moduler, dans un second temps seulement, le nombre de places régional résultant d'une baisse uniforme, en lui appliquant quatre coefficients, de poids égal, qui réduisent la dispersion des régions selon les indicateurs suivants :

- Densité de sages-femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans découlant de la cible nationale en 2026 (soit 196) dont la dispersion entre les régions correspond à un coefficient de variation de 19% ;
- Rapport entre le nombre d'actives et le nombre de sages-femmes formées dans la région dont la dispersion entre les régions correspond à un coefficient de variation de 39% ;
- Vieillesse de la population couverte (part des femmes de 15 à 49 ans dans la population féminine âgée de plus de 15 ans) dont la dispersion entre les régions correspond à un coefficient de variation de 8% ;
- Densité de gynécologues médicaux et obstétriciens pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans dont la dispersion entre les régions correspond à un coefficient de variation de 20%.

Les corrections visant à réduire la dispersion ont un impact d'amplitude très variable selon les régions : par exemple, peu d'impact en Haute Normandie, impact plus significatif en Limousin (voir tableau complet des régions en annexe page 32).

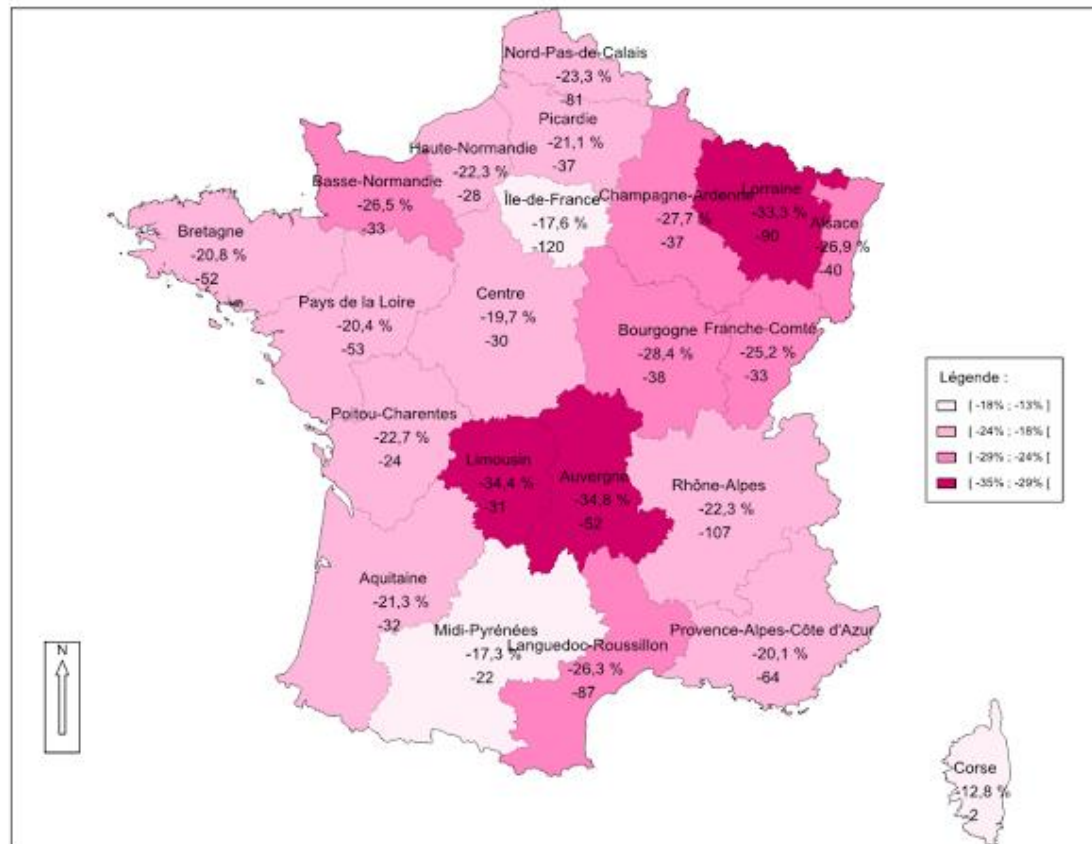
| Régions         | NC maintenu sur 5 ans (2017-2021) | Baisse NC de 2017 à 2021 si baisse uniforme de 23% | Correction densité SF | Correction part femmes 15-49/15 et plus | Correction actives/formées dans la région | Correction densité GMO | Baisse moyenne après corrections |
|-----------------|-----------------------------------|--|-----------------------|---|---|------------------------|----------------------------------|
| Haute-Normandie | 125                               | -29  | -30                   | -30                                     | -30                                       | -22                    | -28                              |
| Limousin        | 90                                | -21  | -21                   | -25                                     | -43                                       | -35                    | -31                              |

En pourcentage de baisse, la modulation opérée produit les résultats suivants : **deux régions ont une baisse identique à la baisse moyenne nationale, 11 une baisse inférieure à la moyenne et 11 une baisse plus importante.**

Tableau 13 Diminution totale du nombre de places de 2017 à 2021 en pourcentage par région

|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Alsace                     | 27% |
| Antilles-Guyane            | 23% |
| Aquitaine                  | 21% |
| Auvergne                   | 35% |
| Basse-Normandie            | 27% |
| Bourgogne                  | 28% |
| Bretagne                   | 21% |
| Centre                     | 20% |
| Champagne-Ardenne          | 28% |
| Corse                      | 13% |
| Franche-Comté              | 25% |
| Haute-Normandie            | 22% |
| Île-de-France              | 18% |
| Languedoc-Roussillon       | 26% |
| Limousin                   | 34% |
| Lorraine                   | 33% |
| Midi-Pyrénées              | 17% |
| Nord-Pas-de-Calais         | 23% |
| Océan indien               | 30% |
| Pays de la Loire           | 20% |
| Picardie                   | 21% |
| Poitou-Charentes           | 23% |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 20% |
| Rhône-Alpes                | 22% |

Figure 14 Baisse du numerus clausus par région sur 5 ans (en pourcentage et en nombre de places)



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

Tableau 14 Numerus clausus par région de 2017 à 2021

|   |   |                                  |                                   |                                    | 100%   | 11%        | 15%        | 19%        | 28%        | 28% |
|---|---|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--|------------|------------|------------|------------|-----|
|   |   |                                  |                                   |                                    | NC par année après application de la dégressivité définie au plan national |            |            |            |            |     |
| Anciennes régions de PACES              | Ecole de sages-femmes d'accueil   | Arrêté NC principal rentrée 2016 | NC maintenu sur 5 ans (2017-2021) | Baisse du NC sur 5 ans (2017-2021) | NC 2017  | NC 2018    | NC 2019    | NC 2020    | NC 2021    |     |
| Alsace                                  | Strasbourg CHR  | 30                               | 150                               | -40                                | 26   | 24         | 22         | 19         | 19         |     |
| Antilles-Guyane Martinique              | Fort de France CHR  | 25                               | 125                               | -29                                | 22   | 21         | 19         | 17         | 17         |     |
| Aquitaine                               | Bordeaux CHR  | 30                               | 150                               | -32                                | 27   | 25         | 24         | 21         | 21         |     |
| Auvergne                                | Clermont Ferrand CHR  | 30                               | 150                               | -52                                | 24   | 22         | 20         | 16         | 16         |     |
| Basse-Normandie                         | Caen CHR  | 25                               | 125                               | -33                                | 21   | 20         | 19         | 16         | 16         |     |
| Bourgogne                               | Dijon CHR   | 27                               | 135                               | -38                                | 23   | 21         | 20         | 16         | 16         |     |
| Bretagne                                | Brest CHR   | 23                               | 50                                | 250                                | -52  | 44         | 42         | 40         | 36         | 36  |
|   | Rennes CHR  | 27                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Centre                                  | Tours CHR   | 30                               | 150                               | -30                                | 27   | 26         | 24         | 22         | 22         |     |
| Champagne-Ardenne                       | Reims CHR   | 27                               | 135                               | -37                                | 23   | 21         | 20         | 17         | 17         |     |
| Corse                                   | Maternité Baudelocque   | 1                                | 3                                 | 15                                 | -2   | 3          | 3          | 3          | 2          | 2   |
|   | Nice CHR  | 2                                |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Franche-Comté                           | Besançon CHR  | 26                               | 130                               | -33                                | 22   | 21         | 20         | 17         | 17         |     |
| Haute-Normandie                         | Rouen CHR   | 25                               | 125                               | -28                                | 22   | 21         | 20         | 17         | 17         |     |
| Ile-de-France                           | Maternité Baudelocque   | 34                               | 137                               | 685                                | -120   | 124        | 119        | 114        | 104        | 104 |
|   | Suresnes Centre médico-chirurgical Foch   | 28                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
|   | Hôpital St Antoine  | 40                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
|   | Département de maïeutique de l'UFR des sciences de la santé Simone Veil université VSQY | 35                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Languedoc-Roussillon                    | Montpellier maternité CHR   | 36                               | 66                                | 330                                | -87  | 57         | 53         | 49         | 42         | 42  |
|   | Nîmes CHR   | 30                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Limousin                                | Limoges CHR   | 18                               | 90                                | -31                                | 15   | 13         | 12         | 9          | 9          |     |
| Lorraine                                | Metz CHR  | 24                               | 54                                | 270                                | -90  | 44         | 41         | 37         | 29         | 29  |
|   | Nancy Maternité Régionale universitaire Adolphe Pinard                                  | 30                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Midi-Pyrénées                           | Toulouse CHR  | 26                               | 130                               | -22                                | 24   | 23         | 22         | 20         | 20         |     |
| Nord-Pas-de-Calais                      | Lille CHR   | 40                               | 69                                | 345                                | -81  | 60         | 57         | 54         | 47         | 47  |
|   | Ecole de sages-femmes de l'Institut catholique de Lille                                 | 29                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Océan Indien                            | Hôpital St Antoine  | 4                                | 39                                | 195                                | -59  | 33         | 30         | 28         | 23         | 23  |
|   | Polynésie Française CH Papeete  | 8                                |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
|   | Saint Denis de la Réunion CHR   | 27                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Pays-de-la-Loire                        | Angers CHR  | 25                               | 52                                | 260                                | -53  | 46         | 44         | 42         | 37         | 37  |
|   | Nantes CHR  | 27                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Picardie                                | Amiens CHR  | 35                               | 175                               | -37                                | 31   | 29         | 28         | 25         | 25         |     |
| Poitou-Charentes                        | Poitiers CHRU   | 21                               | 105                               | -24                                | 18   | 17         | 16         | 14         | 14         |     |
| Provence-Alpes-Côte-d'Azur              | Ecole universitaire de maïeutique Marseille-Méditerranée                                | 36                               | 64                                | 320                                | -64  | 57         | 54         | 52         | 46         | 46  |
|   | Nice CHR  | 28                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| Rhône-Alpes                             | Département de maïeutique de l'UFR de médecine Grenoble                                 | 37                               | 96                                | 480                                | -107   | 84         | 80         | 75         | 67         | 67  |
|   | Bourg en Bresse CH  | 21                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
|   | Lyon CHR  | 38                               |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
|   |   |                                  |                                   |                                    |  |            |            |            |            |     |
| <b>TOTAL (numerus causus principal)</b> |   | <b>1 005</b>                     | <b>5 025</b>                      | <b>-1 182</b>                      | <b>877</b>   | <b>828</b> | <b>778</b> | <b>680</b> | <b>680</b> |     |

### 3. CONSEQUENCES DES BAISES DE NUMERUS CLAUSUS SUR LES EFFECTIFS ACTIFS ET LA COUVERTURE DES BESOINS

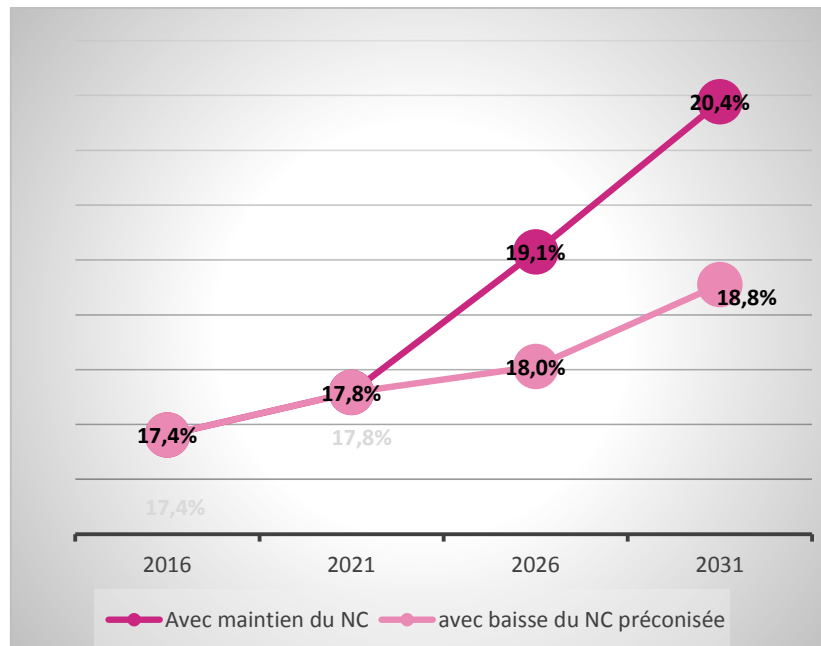
Les effectifs de sages-femmes actives en 2026 et 2031 qui résultent de ces baisses de places au numerus clausus régional de 2017 à 2021, sachant qu'au cours de la période suivante (2022-2026) le numerus clausus est maintenu à son niveau de 2021, sont les suivants :

Tableau 15 Effectifs par région avec baisse du numerus clausus en 2026 et 2031

| Régions                     | Effectif 2015 | Effectif 2021 point de départ | Effectif 2026 maintien NC | Avec baisse   | Effectif 2031 maintien NC | Avec baisse   |
|-----------------------------|---------------|-------------------------------|---------------------------|---------------|---------------------------|---------------|
| Alsace                      | 730           | 826                           | 887                       | 857           | 902                       | 829           |
| Antilles-Guyane             | 535           | 609                           | 710                       | 683           | 788                       | 725           |
| Aquitaine                   | 1044          | 1 192                         | 1 291                     | 1 265         | 1 346                     | 1 284         |
| Auvergne                    | 469           | 535                           | 600                       | 561           | 640                       | 547           |
| Basse-Normandie             | 485           | 533                           | 555                       | 529           | 553                       | 491           |
| Bourgogne                   | 549           | 616                           | 664                       | 632           | 693                       | 618           |
| Bretagne                    | 1089          | 1 256                         | 1 404                     | 1 358         | 1 457                     | 1 349         |
| Centre                      | 761           | 888                           | 986                       | 960           | 1 037                     | 976           |
| Champagne-Ardenne           | 415           | 465                           | 500                       | 472           | 518                       | 452           |
| Corse                       | 96            | 112                           | 121                       | 119           | 131                       | 126           |
| Franche-Comté               | 438           | 477                           | 504                       | 477           | 484                       | 420           |
| Haute-Normandie             | 597           | 711                           | 807                       | 783           | 862                       | 805           |
| Île-de-France               | 3651          | 4 370                         | 5 091                     | 4 996         | 5 604                     | 5 378         |
| Languedoc-Roussillon        | 973           | 1 102                         | 1 213                     | 1 141         | 1 260                     | 1 090         |
| Limousin                    | 251           | 281                           | 293                       | 269           | 295                       | 239           |
| Lorraine                    | 908           | 994                           | 1 045                     | 977           | 1 038                     | 877           |
| Midi-Pyrénées               | 985           | 1 074                         | 1 123                     | 1 104         | 1 129                     | 1 083         |
| Nord-Pas-de-Calais          | 1251          | 1 475                         | 1 674                     | 1 613         | 1 800                     | 1 656         |
| Océan indien                | 571           | 690                           | 803                       | 753           | 881                       | 763           |
| Pays de la Loire            | 1194          | 1 344                         | 1 477                     | 1 432         | 1 532                     | 1 426         |
| Picardie                    | 523           | 611                           | 693                       | 664           | 739                       | 669           |
| Poitou-Charentes            | 526           | 582                           | 632                       | 613           | 648                       | 602           |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur  | 1677          | 1 906                         | 2 108                     | 2 055         | 2 207                     | 2 080         |
| Rhône-Alpes                 | 2594          | 2 943                         | 3 219                     | 3 128         | 3 350                     | 3 134         |
| <b>Total France entière</b> | <b>22312</b>  | <b>25 592</b>                 | <b>28 400</b>             | <b>27 443</b> | <b>29 894</b>             | <b>27 618</b> |

Les baisses de numerus clausus modulées permettent donc de réduire un peu la dispersion des densités, sans toutefois empêcher un certain creusement par rapport à la situation de 2015.

Figure 15 Evolution du coefficient de variation du ratio sages-femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans selon deux hypothèses de numerus clausus





## ANNEXE

*Tableau 16 Modulation par région du nombre de places à déduire du numerus clausus en cinq ans*

| Régions                     | NC maintenu sur 5 ans (2017-2021) | Baisse NC de 2017 à 2021 si baisse uniforme de 23% | Correction densité SF | Correction part femmes 15-49/15 et plus | Correction actives/formées dans la région | Correction densité GMO | Baisse moyenne appliquée |
|-----------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------|---|---|------------------------|--------------------------|
| Alsace                      | 150                               | -35  | -38                   | -37                                     | -39                                       | -48                    | -40                      |
| Antilles-Guyane             | 125                               | -29  | -39                   | -38                                     | -21                                       | -17                    | -29                      |
| Aquitaine                   | 150                               | -35  | -32                   | -35                                     | -30                                       | -30                    | -32                      |
| Auvergne                    | 150                               | -35  | -39                   | -44                                     | -64                                       | -61                    | -52                      |
| Basse-Normandie             | 125                               | -29  | -28                   | -31                                     | -39                                       | -35                    | -33                      |
| Bourgogne                   | 135                               | -31  | -33                   | -37                                     | -48                                       | -36                    | -38                      |
| Bretagne                    | 250                               | -58  | -59                   | -63                                     | -48                                       | -38                    | -52                      |
| Centre                      | 150                               | -35  | -33                   | -35                                     | -29                                       | -21                    | -30                      |
| Champagne-Ardenne           | 135                               | -31  | -30                   | -31                                     | -44                                       | -45                    | -37                      |
| Corse                       | 15                                | -3   | -4                    | -4                                      |   | 0                      | -2                       |
| Franche-Comté               | 130                               | -30  | -31                   | -32                                     | -37                                       | -30                    | -33                      |
| Haute-Normandie             | 125                               | -29  | -30                   | -30                                     | -30                                       | -22                    | -28                      |
| Île-de-France               | 685                               | -158   | -141                  | -122                                    | -93                                       | -125                   | -120                     |
| Languedoc-Roussillon        | 330                               | -76  | -77                   | -83                                     | -107                                      | -80                    | -87                      |
| Limousin                    | 90                                | -21  | -21                   | -25                                     | -43                                       | -35                    | -31                      |
| Lorraine                    | 270                               | -62  | -67                   | -69                                     | -116                                      | -106                   | -90                      |
| Midi-Pyrénées               | 130                               | -30  | -26                   | -27                                     | -19                                       | -17                    | -22                      |
| Nord-Pas-de-Calais          | 345                               | -79  | -76                   | -72                                     | -80                                       | -94                    | -81                      |
| Océan indien                | 195                               | -45  | -80                   | -71                                     | -35                                       | -52                    | -59                      |
| Pays de la Loire            | 260                               | -60  | -55                   | -57                                     | -56                                       | -44                    | -53                      |
| Picardie                    | 175                               | -40  | -34                   | -34                                     | -43                                       | -38                    | -37                      |
| Poitou-Charentes            | 105                               | -24  | -21                   | -24                                     | -28                                       | -22                    | -24                      |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur  | 320                               | -74  | -74                   | -79                                     | -47                                       | -56                    | -64                      |
| Rhône-Alpes                 | 480                               | -110   | -124                  | -120                                    | -97                                       | -87                    | -107                     |
| <b>Total France entière</b> | <b>5025</b>                       | <b>-1 156</b>                                      | <b>-1 156</b>         | <b>-1156</b>                            | <b>-1192</b>                              | <b>-1139</b>           | <b>-1182</b>             |
|                             |                                   |  |                       |   |   |                        |                          |

## FIGURES ET TABLEAUX

|   |    |
|---|----|
| Figure 1 Evolution depuis 1994 de l'effectif des sages-femmes actives, des femmes âgées de 15 à 49 ans et des naissances .....  | 3  |
| Figure 2 Croissance des effectifs projetés en indice 100 = 2015 .....   | 10 |
| Figure 3 Evolution du ratio SF pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans.....  | 10 |
| Figure 4 Densité SF/100 000 femmes de plus de 15 ans projetée en valeur .....   | 11 |
| Figure 5 Nombre de naissances par sage-femme projetée en valeur.....  | 11 |
| Figure 6 Evolution de la démographie des gynécologues médicaux et obstétriciens (GMO) .....   | 13 |
| Figure 7 Evolution des naissances .....   | 13 |
| Figure 8 Evolution du nombre de femmes .....  | 14 |
| Figure 9 Densité de sages femmes en 2016 .....  | 17 |
| Figure 10 Position des régions par rapport à la densité moyenne (France entière) des sages-femmes et celle des gynécologues médicaux et obstétriciens pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans. ... | 18 |
| Figure 11 Croissance de l'effectif de chaque région avec maintien du NC (indice 100= 2015) .....  | 19 |
| Figure 12 SF/100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans : évolution du coefficient de variation entre régions.....   | 20 |
| Figure 13 Localisation des écoles de sages-femmes .....   | 21 |
| Figure 14 Baisse du numerus clausus par région sur 5 ans (en pourcentage et en nombre de places)28  |    |
| Figure 15 Evolution du coefficient de variation du ratio sages-femmes pour 100 000 femmes âgées de 15 à 49 ans selon deux hypothèses de numerus clausus.....  | 31 |
| <br>  |    |
| Tableau 1 Correspondance des années à prendre en compte.....  | 5  |
| Tableau 2 Nombre de départs en retraite.....  | 6  |
| Tableau 3 Calcul du coefficient de passage entre primo-inscriptions et numerus clausus correspondant au cours des cinq dernières années .....   | 7  |
| Tableau 4 Calcul des flux entrants.....   | 7  |
| Tableau 5 Calcul des surplus d'effectifs par année et de l'effectif projeté jusqu'en 2021 .....   | 8  |
| Tableau 6 Calcul des surplus d'effectifs par année et de l'effectif projeté jusqu'en 2026 et 2031 si le numerus clausus est maintenu à son niveau de 2016 .....                                     | 8  |
| Tableau 7 Calcul des surplus d'effectifs par année et de l'effectif projeté jusqu'en 2026 et 2031 si le numerus clausus est baissé entre 2017 et 2021 .....   | 9  |
| Tableau 8 Estimation du nombre d'actes et des équivalents ETP .....   | 16 |
| Tableau 9 Nombre de primo-inscrites actives rapporté au numerus clausus correspondant dans chaque région.....   | 22 |
| Tableau 10 Nombre total d'actives rapporté au nombre de diplômées formées dans chaque région  | 23 |
| Tableau 11 Effectif projeté en 2026 par région selon deux hypothèses de numerus clausus : maintien et baisse uniforme.....  | 24 |
| Tableau 12 Baisse de numerus clausus de 2017 à 2021 et effectif projeté en 2026 par région pour obtenir une convergence vers la densité moyenne de sages-femmes.....                                | 25 |
| Tableau 13 Diminution totale du nombre de places de 2017 à 2021 en pourcentage par région .....   | 27 |
| Tableau 14 Numerus clausus par région de 2017 à 2021 .....  | 29 |
| Tableau 15 Effectifs par région avec baisse du numerus clausus en 2026 et 2031 .....  | 30 |
| Tableau 16 Modulation par région du nombre de places à déduire du numerus clausus en cinq ans   | 32 |